

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1419

14 juin 2013

SOMMAIRE

A.J.E.C.T. S.C.I.	68095	Dassia S.A.	68111
Altho S.à r.l.	68098	Décoman 2 S.A.	68110
ASSA ABLOY Luxembourg Holding S.à r.l.	68108	Dinarobin Capital S.A.	68112
Atlas Copco Reinsurance S.A.	68111	Eclipse Aviation Southeastern Europe S.à r.l.	68106
Axe Int (SPF) S.A.	68108	EPS Holding SPF S.A.	68112
Axe Int (SPF) S.A.	68108	ESCE S.à r.l.	68112
B2I S.A.	68109	European Sugar Holdings S.à r.l.	68112
Baltic Lloyd Shipping	68109	Faita S.A.	68069
Bedelegung	68108	Ganghi S.A.	68107
BlueMountain Montenvers FF SCA	68072	Haifa International Services S.A.	68094
BlueMountain Montenvers Fund SCA SI- CAV-SIF	68072	In Style S.à r.l.	68068
BlueMountain Montenvers Fund SCA SI- CAV-SIF	68072	Julius Baer Multiopportunities	68094
Brisbane Holdings S.à r.l.	68108	Lepsien Art Foundation	68100
Building Products European S.A.	68110	Marengo Ventures S.A.	68100
Cadogan Racing S.à r.l.	68109	Misys Newco S.à r.l.	68102
Cafinalux S.A., SPF	68109	M.M.E. (Moon My Elec)	68066
Califo Immo S.A.	68109	Morgan Stanley Global Fund Derivatives Hedge Holdings Luxembourg S.A.	68107
Carmignac Distribution Internationale - Luxembourg (CDIL) S.à r.l.	68111	M-Square Finance S.A. SPF	68097
Casa4Funds S.A.	68068	Munch S.à r.l.	68102
CCF Investment S.à r.l. SPF	68110	Polka Real Estate Holdings S. à r.l.	68106
Chemservice S.A.	68110	Real Impact	68106
Choco-House	68111	Snake S.à r.l.	68111
Clear Sin Investments S.A.	68093	Swiss Alpha, SICAV	68112
Danlux Constructions S.à r.l.	68110	Tanis Investissements S.à r.l.	68069

M.M.E. (Moon My Elec), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9647 Sonlez, 24, Um Kanal.

R.C.S. Luxembourg B 176.752.

STATUTS

L'an deux mil treize, le dix-sept avril

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

Ont comparu:

1.- Monsieur Jean Paul MOONEN (19830512 996), né à Croix des Missions (Haiti) le 12 mai 1983, demeurant à L-9647 Sonlez, 24 um Kanal

2.- Madame Karen Marie M. HENQUET, née à Oupeye (B) le 6 mars 1989, demeurant à B-4430 Ans, 73 rue Longue

Lesquels comparants, présent ou tel que représentés, ont requis le notaire instrumentant de dresser un acte d'une société à responsabilité limitée, qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «M.M.E (MOON MY ELEC)».

Art. 2. Le siège social de la société est établi dans la commune de Winseler.

Il pourra être transféré en toute autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet une entreprise d'électricité comprenant l'installation électrique, l'installation de systèmes d'alarme et de sécurité, l'achat et la vente d'articles d'électricité, ainsi que toutes les opérations commerciales, financières, mobilières, immobilières et civiles se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

En général, la société pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières qui se rapportent directement ou indirectement à son objet social et qui seraient de nature à en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- €) divisé en cent (100) parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Les parts sociales sont insaisissables. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

En cas de transmission pour cause de mort à des non-associés, les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

En cas de refus d'agrément il est procédé comme prévu à l'article 6.

Art. 8. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Gérance - Assemblée générale

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont nommés pour une durée indéterminée. Leurs pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

Art. 10. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Année sociale - Bilan

Art. 14. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le 31 décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Art. 15. Les produits de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net constaté, il est prélevé cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est à la libre disposition des associés.

Les associés pourront décider, à la majorité fixée par les lois afférentes, que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou versé à un fonds de réserve extraordinaire ou distribué aux associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 16. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 et de ses lois modificatives ou, à défaut, par ordonnance du Président du tribunal d'arrondissement, statuant sur requête de tout intéressé.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Disposition générale

Art. 17. La loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Le capital social a été souscrit comme suit:

1.- Monsieur Jean Paul Moonen, prénommé, quatre-vingt-dix parts sociales	90
2.- Madame Karen Marie Henquet, prénommée, dix parts sociales	10
Total des parts: cent parts	100

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500.- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de 910.- EUR.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les associés, représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale, et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social de la société est établi à L-9647 Sonlez, 24 um Kanal.
- 2.- Le nombre des gérants est fixé à un.
- 3.- L'assemblée générale désigne comme gérant pour une durée indéterminée, Monsieur Jean Paul Moonen, prénommé. La société sera valablement engagée par la signature du gérant.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Moonen, Henquet, Joëlle Schwachtgen.

Enregistré à Wiltz, le 18 avril 2013. Relation: WIL/2013/255. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à l'acquéreuse pour servir à des fins administratives.

Wiltz, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052116/108.

(130063994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

Casa4Funds S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 110.332.

—
EXTRAIT

L'Assemblée Générale du 18 avril 2013 («l'Assemblée Générale») a renouvelé les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Giovanni Giacomo Schraemli, Administrateur et Président du Conseil d'Administration, avec adresse professionnelle 8, Piazza Manzoni, CH-6901 Lugano;
- Monsieur Giulio Romani, Administrateur, avec adresse professionnelle 8, Piazza Manzoni, CH-6901 Lugano;
- Monsieur Oscar Crameri, Administrateur, avec adresse professionnelle 23, Via Bossi, CH-6830 Chiasso;
- Monsieur Sylvain Feraud, Administrateur, avec adresse professionnelle 41, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
- Madame Margherita Balerna Bommartini, Administrateur, avec adresse professionnelle Via L. Zuccoli, 19, CH-6900 Paradiso – Lugano, Suisse.

L'Assemblée Générale a pris acte du changement d'adresse de Monsieur Oscar Crameri.

Leurs mandats prendront fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013 L'Assemblée Générale a renouvelé le mandat du réviseur d'entreprises:

- Ernst & Young, 7 Parc d'Activité Syrdall, Munsbach, L5365 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Pour Casa4Funds SA

Référence de publication: 2013053249/23.

(130065257) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

In Style S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 234, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 144.399.

—
L'an deux mille treize, le neuf avril.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

Ont comparu:

- 1) Monsieur Michel RONKAR, maître-menuisier, demeurant à L-1471 Luxembourg, 234, route d'Esch,
 - 2) Madame Nathalie VETTER, architecte d'intérieur, demeurant à B-9500 Geraardsbergen, 47, Vesten,
- ici représentée par Monsieur Michel RONKAR, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé, ci-annexée.

Lesquels comparants, agissant en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée «IN STYLE S.à r.l.», avec siège social à Bertrange, constituée suivant acte notarié, en date 26 janvier 2009, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 383 du 20 février 2009, ont déclaré se réunir en assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la Société de Bertrange à L-1471 Luxembourg, 234, route d'Esch.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, le premier alinéa de l'article 4 des statuts est modifié comme suit:

« **Art. 4. (Premier alinéa).** Le siège social est établi à Luxembourg.»

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le comparant prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: M. RONKAR et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2013. Relation: LAC/2013/17282. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 avril 2013.

Référence de publication: 2013051363/31.

(130063303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Faita S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 71.160.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 22 avril 2013

Résolutions:

L'assemblée prend acte de la démission des membres du conseil d'administration et décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2017, comme suit:

M. Andrea Carini, demeurant professionnellement 19-21, Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, Président du conseil d'administration, titulaire de la signature A;

Mme Féréshteh Pouchantchi, demeurant professionnellement 22, Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, administrateur, titulaire de la signature B;

M. Christian Stein, demeurant professionnellement 22, Rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, administrateur, titulaire de la signature B;

Le mandat du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2012 comme suit:

Commissaire aux comptes:

Fiduciaire MEVEA Sàrl, 4, rue de l'Eau, L - 1449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

KAITA S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2013053346/25.

(130065690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Tanis Investissements S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 176.756.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-sept mars.

par devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette,

A comparu:

Monsieur Charles PETRUCCCELLI, retraité, né à Nice (France), le 14 août 1951, domicilié à Herbeville (F-78580), n°1 chemin des Joncs Marins, représenté par Madame Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette, agissant en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui,

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter comme suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée, qu'il constitue, à savoir:

Titre I^{er} . - Objet - Raison social - Durée

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet toutes prises de participations sous quelques formes que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, et plus généralement toutes opérations commerciales, financières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou susceptible de contribuer à son développement.

La société aura notamment pour objet l'acquisition de participations au sein de sociétés actives dans différents domaines, dont les domaines des nouvelles technologies, du voyage, des systèmes de paiements, de l'hôtellerie et de la restauration au niveau international.

La société pourra également, et accessoirement, acheter, vendre, louer, gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. La société prend la dénomination de "TANIS INVESTISSEMENTS S.à.r.l."

Art. 4. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision prise à l'assemblée générale des associés.

Il pourra être transféré en tout autre lieu d'un commun accord entre les associés. Si des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produisent ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La société pourra établir tout siège d'activité secondaire, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, que son activité rendra nécessaire.

Art. 5. La société est constituée pour une durée indéterminée. Elle commence à compter du jour de sa constitution. Elle pourra être dissoute avec l'accord des associés représentant les trois quarts du capital social.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) divisé en 1.250 (mille deux cent cinquante) parts sociales de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Art. 7. Le capital social pourra à tout moment être modifié dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 8. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 9. Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint d'un associé. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à toutes autres personnes que moyennant l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Sauf en cas de cession entre associés ou au profit du conjoint d'un associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans un délai de trente jours à partir de la date de refus de la cession à une personne au profit de laquelle les parts ne sont pas librement cessibles.

Toute cession de parts devra être constatée par acte notarié ou sous seing privé. Dans le dernier cas elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été signifié à la société ou acceptée par elle dans un acte notarié.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants-droits ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, de catégorie A et par un ou plusieurs gérants associés ou non, de catégorie B.

Le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

Le ou les gérants de catégorie A ou B sont nommés pour une durée indéterminée.

En cas d'empêchement du ou des gérants, les affaires sociales peuvent être gérées par deux associés collectivement.

La société est valablement représentée et engagée par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent, chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social

Art. 15. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 17. Chaque année, le trente-et-un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 18. Tout associé peut prendre au siège de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 19. Les produits de la société, constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve légale et obligatoire jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, l'associé s'en réfère aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation le premier exercice commence ce jour et finit le trente-et-un décembre 2013

Souscription

Le capital a été souscrit comme suit:

Charles PETRUCCELLI, préqualifié, 1.250 parts sociales

Total: 1.250 parts sociales

Toutes les parts ont été libérées intégralement en espèces et en conséquence la somme de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social, a pris les décisions suivantes:

La société est administrée par un ou plusieurs gérants de catégorie A et par un gérant de catégorie B.

(1).

- Sont nommés gérants de la catégorie A pour une durée indéterminée:

* Monsieur Charles PETRUCCELLI, retraité, né à Nice (France), le 14 août 1951, domicilié à Herbeville (F-78580), n° 1 chemin des Joncs Marins,

* Madame Dominique CADAZE épouse PETRUCCELLI, gérante de société, née à Paris (France), le 27 octobre 1947, domiciliée à Herbeville (F-78580), n°1 chemin des Joncs Marins,

- Sont nommés gérants de la catégorie B pour une durée indéterminée:

* S.G.A. Services S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 39, Allée Scheffer L-2520 Luxembourg, R.C. Luxembourg B No 76.118,

* FMS SERVICES S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, R.C. Luxembourg B No 101.240

La société est administrée par un ou plusieurs gérants de catégorie A et par un ou plusieurs gérants de catégorie B.

(2). Les Gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances et pour faire et autoriser les actes et opérations relatifs à son objet.

(3). Le siège social est fixé à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 5 avril 2013. Relation: EAC/2013/4557. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013052283/137.

(130064101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2013.

BlueMountain Montenvers Fund SCA SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 176.344.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Référence de publication: 2013053209/11.

(130065300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

BlueMountain Montenvers Fund SCA SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,

(anc. BlueMountain Montenvers FF SCA).

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 176.344.

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth day of April;

before Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the Meeting) of BlueMountain Montenvers FF S.C.A., in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions), having its registered office at 6D, route de Trèves L-2633 Senningerberg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 176.344, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 18 January 2013 (the Company).

The Meeting was opened with Johan Terblanche, Solicitor, residing in Luxembourg, in the chair.

The Chairman appointed as Secretary Gianpiero SADDI, residing in Luxembourg.

The Meeting elected as Scrutineer Johan Terblanche, Solicitor, prenamed.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented and the number of shares held by them are indicated on an attendance list. This list and the proxies, after having been signed by the appearing parties and the notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

II. This attendance list shows that the sole (1) management share and the-forty five (45) ordinary shares, representing the entire share capital of the Company, are represented at the present Meeting so that the Meeting can validly decide on all the issues of the agenda which are known to the shareholders.

III. The agenda of the Meeting is the following:

1. waiver of the convening notice;

2. full restatement of the articles of association of the Company and of its corporate object in particular, worded as follows:

Corporate object

The purpose of the Fund is to invest primarily in cash and synthetic credit assets as well as equities, with the aim of spreading the investment risks and affording its Shareholders with the results of the management of its assets, each time in accordance with the Private Placement Memorandum.

The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law

3. miscellaneous.

These facts having been exposed and recognized as true by the Meeting, the Meeting, after deliberation, unanimously took the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to waive the convening notices, the shareholders of the Company considering themselves as duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

Further to the receipt of the avis de fin d'examen dated 12 April 2013 from the Luxembourg commission de surveillance du secteur financier, the shareholders of the Company resolve to fully restate the articles of association of the Company (the Articles), to comply the content with the provisions of the law of 13 February 2007 relating to Specialised Investment Funds and to reflect the provisions of the private placement memorandum in relation to the Company.

The appearing parties, represented as stated here-above, have thus requested the undersigned notary to enact the following restatement of the Articles:

Title I - Form and name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Form and Name.

1.1 There exists among the managing general partner, "associé gérant commandité" (the General Partner) and the limited partners, "actionnaires commanditaires" (the Limited Shareholders and together with the General Partner the Shareholders), a corporate partnership limited by shares in the form of a "société en commandite par actions" organised as a "société d'investissement à capital variable" qualifying as a "fonds d'investissement spécialisé" under the name of BlueMountain Montenvers Fund SCA SICAV-SIF (hereafter the Fund), governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the 1915 Law), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended (the 2007 Law) and the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Fund is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Fund is established for an unlimited duration.

3.2 The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

3.3 The Fund shall not come to an end in the event of the resignation, removal, dissolution or bankruptcy or insolvency of the General Partner. The meeting of Shareholders may appoint an interim manager, who need not be a Shareholder, subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

3.4 The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of Shareholders, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Fund and in case of a decision to continue the Fund's activities, the appointment of a replacement general partner. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene a general meeting of Shareholders in accordance with the procedures laid down in Art. 22 au-dessous.

3.5 The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The purpose of the Fund is to invest substantially all of its assets through a "master-feeder" fund structure in BlueMountain Montenvers Master Fund S.C.A., SICAV-SIF, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) created under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier under the provisions of the 2007 Law (the Master Fund).

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Title II - Share capital

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund. The initial share capital of the Fund upon incorporation amounted to forty six thousand United States Dollars (USD 46,000) divided into divided into (i) one (1) voting, non-participating, ordinary management share to be issued at a subscription price of USD 1,000 (the Management Share), and (ii) an unlimited number of voting, participating shares, forty five (45) of which were issued at formation (the Investor Shares) (the Management Share and the Investor Shares and any other Class of shares created and issued in accordance with these Articles are hereinafter collectively referred to as the Shares).

5.2 The Management Share is exclusively reserved to the General Partner and does not carry the right to participate in the assets of the Fund on a winding up (other than the return of paid up capital on that Share) or in any dividends of the Fund.

5.3 The Investor Shares are offered to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law (each a Well-Informed Investor).

5.4 The minimum capital of the Fund shall be the equivalent, in United States Dollars, of one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000), which must be reached within twelve months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the 2007 Law.

Art. 6. Investor Shares.

6.1 Upon formation of the Fund, forty five (45) Investor Shares in Series 00/2013 (the Initial Investor Shares) was issued to BlueMountain Montenvers Holdings LLC and one (1) Management Share was issued to the General Partner. The Initial Investor Shares will be compulsorily redeemed by the General Partner, and the subscription price will be returned to the holder of the Initial Investor Shares immediately after the first issuance of Shares (other than the Initial Investor Shares and the Management Shares) provided that at least forty five (45) such Investor Shares have been issued.

6.2 The General Partner shall issue Investor Shares to Well-Informed Investors in accordance with the provisions of the Private Placement Memorandum.

Art. 7. Classes of Shares.

7.1 In addition to the Management Share and the Investor Shares, the General Partner may, at any time, issue further classes of Shares (collectively the Classes and individually a Class), which may carry different rights and obligations inter alia with regard to eligible investors, income and profit entitlements, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the private placement memorandum of the Fund (the Private Placement Memorandum).

Art. 8. Form of Shares.

8.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

8.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the share register which shall be kept at the registered office of the Fund and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional share.

8.3 The inscription of the Shareholder's name in the share register evidences his right of ownership on such registered Shares. The Fund shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding upon request.

8.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the share register.

8.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the share register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the share register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

8.6 The Fund recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached

to such Shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Fund.

8.7 The Fund may decide to issue fractional Shares, up to three decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

8.8 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the share register.

Art. 9. Issue and subscription of Shares.

9.1 Shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-Informed Investor. The compliance of each subscriber with the status of Well-informed Investor will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner. This restriction is not applicable to the General Partner.

9.2 Investors wishing to subscribe for Investor Shares in the Fund shall execute a subscription agreement (the Subscription Agreement), which upon acceptance will be signed by the General Partner. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Investor Shares in accordance with these Articles as well as the terms and conditions set forth in the Private Placement Memorandum.

9.3 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of additional Shares in any Class, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. Each newly issued Share in one specific Class entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing Shares in the same Class.

9.4 No additional Management Share may be issued.

9.5 Shares may be designated in series (each a Series), each corresponding to a specific period of issuance and to a specific subscriber, so that each subscriber whose application for the issue of Shares of a particular class that is accepted as of a particular date shall receive Shares of a Series unique to such subscriber and such date. Shares of each Series within a specific Class will have the same characteristics as the Shares of each other Series of that Class, differing only in respect of their issue date and subscriber and thus in respect of any right or obligation based on such issue date.

9.6 Shares shall have no par value.

9.7 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the Private Placement Memorandum. The issue price of Shares is determined by the General Partner on a Class by Class basis as fully described in the Private Placement Memorandum.

9.8 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the entire issue price, which must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and fully described in the Private Placement Memorandum.

9.9 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law.

9.10 If an Investor does not meet the payment requirements as fully described in the Private Placement Memorandum, it will be in default and the relevant Shares will not be issued.

9.11 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to deliver the Shares.

Art. 10. Transfer of Shares.

10.1 Shares may not be transferred or assigned in whole or in part, without the prior written consent of the General Partner, which may be granted or withheld in the sole discretion of the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld in connection with affiliate transfers.

10.2 The Management Share is exclusively and mandatorily transferable to a replacement general partner upon replacement of the General Partner as per Article 3.3 au-dessus.

Art. 11. Redemption of Shares.

11.1 A Shareholder may elect to redeem all or any portion of its Shares as of the last day of each calendar month (each, a Redemption Date), upon written notice to the General Partner given no later than the last day of the month that is three months prior to the proposed Redemption Date. If such redemption occurs other than on the last day of the month immediately preceding the second anniversary of the date of subscription of such Share, and each succeeding biennial anniversary thereof, then such redemption may be subject to a redemption fee, as further set out in the Private Placement Memorandum.

11.2 If a redeeming Shareholder owns Shares of more than one Series of the Class being redeemed, such Shares will be deemed to be redeemed on a "first-in-first-out" basis.

11.3 The General Partner may compulsorily redeem the Shares of any Shareholder in accordance with the Private Placement Memorandum.

11.4 All reasonable costs and expenses associated with any redemption (including costs incurred in connection with liquidating assets of the Master Fund to meet such redemption) are charged against the Net Asset Value of the redeeming Shareholder's Shares. Redemption proceeds shall generally be paid in cash; provided that the Fund may, with the consent of the redeeming Shareholder, pay redemption proceeds in securities or partly in cash and partly in securities.

11.5 The General Partner may suspend the right of redemption under certain circumstances as set out in the Private Placement Memorandum.

Title III - Net asset value

Art. 12. Calculation of the net asset value.

12.1 The reference currency of the Fund is the United States Dollar. The Net Asset Value is calculated by the Administrative Agent under the responsibility of the General Partner.

12.2 The NAV per Share is calculated on a Class by Class and Series by Series basis (if applicable) on such frequency as set forth in the Private Placement Memorandum.

12.3 All assets and liabilities of the Fund shall be valued at fair value in compliance with the accounting principles applicable to the Fund. The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

12.4 The assets of the Fund shall include:

- (i) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (ii) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- (iii) all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- (iv) all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- (v) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- (vi) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same;
- (vii) the marketing and distribution costs of the Fund, which may be amortised over a period of up to 5 (five) years;
- (viii) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and
- (ix) all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

12.5 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

(i) the General Partner will rely on the valuation methodologies of BlueMountain Montenvers Master Fund SCA SICAV-SIF (the Master Fund). The central administrative and domiciliary agent of the Fund may rely upon any valuation made by or in respect of the Master Fund without any duty of further inquiry (except in relation to obvious errors). The value of investments in the Master Fund is taken at their last official NAV known in Luxembourg at the time of calculating the NAV of the Fund. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair value basis;

(ii) the value of any cash at hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be valued at the par-value of the assets, except if it appears that such value is unlikely to be received. In such a case, subject to the approval of the General Partner, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of the assets;

(iii) the value of transferable securities and money market instruments listed on an official stock exchange or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public, a "Regulated Market" as defined by applicable laws and regulations, is based on the latest available price and if such transferable securities are dealt in on several markets, on the basis of the latest known price on the stock exchange which is normally the principal market for such securities. If the latest known price is not representative, the value shall be determined based on a reasonably foreseeable sales price to be determined prudently and in good faith;

(iv) in the event that any transferable securities or/and money market instruments are not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market operating regularly, recognised and open to the public, as defined by the laws and regulations in force, the value of such assets shall be assessed on the basis of their foreseeable sales price estimated prudently and in good faith;

(v) the liquidating value of derivative contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined by the General Partner in a fair and reasonable manner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on

exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Fund; provided that if a futures, forward and options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;

(vi) the value of money market instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market and with remaining maturity of less than 12 (twelve) months and of more than 90 (ninety) days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 (ninety) days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value;

(vii) units of UCITS and/or other UCI will be valued at their last determined and available Net Asset Value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value;

(viii) interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rate curve; and

(ix) all other securities and other assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

12.6 Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Fund concerned respectively in United States Dollar shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

12.7 The General Partner, at its sole discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

12.8 The liabilities of the Fund shall include:

- (i) all loans, bills and accounts payable;
- (ii) all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- (iii) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- (iv) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
- (v) an appropriate provision for future taxes based on capital and income up to the Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;
- (vi) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles; and
- (vii) the costs and disbursements of any committees incurred in relation to the furtherance of the business of the Fund (if applicable) and shareholder meetings.

12.9 In determining the amount of such liabilities the General Partner shall, with due regard to the expenses borne by the General Partner out of its management fee, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, management company as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with General Partner meetings and investment committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Private Placement Memorandum, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the Net Asset Value and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders', General Partner and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods.

12.10 The assets and liabilities of different Classes and Series shall be allocated as follows:

- (i) the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class and Series, if applicable shall be applied in the books of the Fund to the relevant Class and Series, if applicable;
- (ii) where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Class and Series, if applicable as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Class and Series, if applicable;

(iii) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Class and Series, if applicable or to any action taken in connection with an asset of a particular Class and Series, if applicable, such liability shall be allocated to the relevant Class and Series, if applicable;

(iv) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Class and Series, if applicable, the assets of such Class and Series, if applicable shall be reduced by the amount of such dividends; and

(v) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Class and Series, if applicable, such asset or liability shall be allocated to all the Classes and Series, if applicable pro rata to the NAV of the relevant Class and Series, if applicable or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith.

12.11 For the purposes of the NAV computation:

(i) Shares to be redeemed in accordance with the terms of the Private Placement Memorandum shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the relevant Class and Series, if applicable;

(ii) Shares to be issued shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the relevant Class and Series, if applicable, the price therefore shall be deemed to be a debt due to the relevant Class and Series, if applicable;

(iii) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the NAV for the relevant Class and Series, if applicable, is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time;

(iv) where on any valuation time the Fund has contracted to:

a. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the relevant Class and Series, if applicable and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the relevant Class and Series, if applicable;

b. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the relevant Class and Series, if applicable and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund; and

(v) provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the General Partner in good faith.

12.12 If since the time of determination of the NAV there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value.

13.1 The valuation of the assets of the Fund and the calculation of NAV per Share shall be performed by the General Partner or by the agent appointed for this purpose under the supervision of the General Partner, on such frequency as set forth in the Private Placement Memorandum (each a Valuation Day).

13.2 The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the NAV and the issue and redemption of Shares during any period during which the Master Fund has suspended redemption rights or postponed any payment date.

13.3 In addition to the foregoing, the General Partner, by written notice to any Shareholder, may suspend redemption rights of such Shareholder if the General Partner in good faith deems it necessary to comply with anti-money laundering laws and regulations applicable to the Fund, the Master Fund, the investment advisor, the investment manager, or any of the Fund's service providers.

13.4 Shareholders holding Shares which are the subject of a suspension will be notified of any suspension of issue, redemption or determination of NAV or of any reinstatement following a suspension thereof, in each case within 10 (ten) days of the relevant event.

13.5 Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title IV - Administration

Art. 14. Management.

14.1 The Fund shall be managed by the General Partner who shall be the unlimited liable shareholder (associé-gérant-commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Shareholders in general meetings and shall in such case be liable only to the extent of their commitments made (if any) or capital contributed to the Fund as per Art. 9 au-dessus.

14.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by applicable law or by these Articles to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund.

14.3 Subject to the consent of the General Partner, the General Partner may be removed from its capacity as managing General Partner by Shareholders representing a majority of 80% of the votes cast at a general meeting of Shareholders where at least 80% of the voting rights are represented, on the occurrence of the following events:

(a) any action by the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, which has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision to constitute a fraud and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner; or

(b) the determination by an arbitrator or competent court that the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, has/have wilfully or through gross negligence committed a breach of one or more provisions of the Fund Documents, and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner.

14.4 The General Partner may, under its full responsibility, be assisted, while managing the Fund's assets by one or several investment managers and/or investment advisors or may delegate its powers in relation to the management of the Fund to one or several agents.

14.5 In case of liquidation or removal of the General Partner and upon failure to appoint a new managing general partner (associé-gérant-commandité) within one month from the date of such liquidation or removal, the Fund will be dissolved.

Art. 15. Custodian bank.

15.1 Under a custodian agreement the Fund will appoint a custodian in accordance with the 2007 Law.

15.2 The custodian will be a financial institution operating in Luxembourg and licensed to carry out banking activities in accordance with the terms of the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

15.3 Under the custodian agreement, all securities, cash and other assets of the Fund are at all times entrusted to the custodian. The custodian will carry out the usual duties regarding custody of the assets, in accordance with applicable law and the custodian agreement.

15.4 In the event the assets of the Fund are not materially deposited with the custodian or with a third party appointed by the custodian to this end (considering the nature of the assets and the activities of the Fund) the obligations of the custodian shall be limited to the supervision of the assets.

15.5 The General Partner is entitled to change the custodial arrangements described above by agreement with the custodian and/or, in its discretion, to appoint a substitute custodian.

Art. 16. Corporate Signature.

16.1 Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 17. Delegation of Powers.

17.1 The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that it deems, in its discretion, necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Fund. Unless otherwise provided for by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

17.2 The General Partner may create from time to time one or several committees composed of General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions.

18.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Private Placement Memorandum, has the power to determine the investment policies and strategies of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

18.2 The Fund [or the Master Fund]may employ, as set forth in the Private Placement Memorandum, techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments for the purpose of hedging.

Art. 19. Conflict of Interests.

19.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the board of managers or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any member of the board of managers of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19.2 In the event that any member of the board of managers of the General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such person shall make known to the General Partner such conflict of interests and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such person's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

19.3 The conflict of interests referred to in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the investment advisor, investment manager, the custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner on its discretion.

Art. 20. Indemnification.

20.1 To the fullest extent permitted by law, the General Partner and each of its affiliates, and their respective partners, members, managers, shareholders, officers, directors, agents or employees are fully protected and indemnified by the Master Fund from and against any loss, expense, damage or injury, including, without limitation, any judgment, award settlement, reasonable attorneys' fees and other costs or expenses permitted by law incurred by them or any of them in connection with any action, suit or proceeding arising from any act or omission taken or suffered by any of them for or on behalf of the Fund, the Master Fund or any related management or similar agreement (including amounts paid in respect of judgments or fines or in settlement of litigation and expenses, including attorneys' fees, reasonably incurred by any of them in connection with any pending or threatened litigation or proceeding); provided that this indemnity does not extend to conduct by the General Partner, any of its affiliates or their respective partners, members, managers, shareholders agents or employees if it shall have been determined by a court of competent jurisdiction that any such person engaged in fraud, bad faith, gross negligence (as determined under New York law) or willful misconduct.

20.2 In the event of settlement of any action, suit or proceeding pending or threatened, such indemnification shall extend to all matters covered by the settlement except for matters with respect to which the Master Fund is advised by counsel regularly retained by the Master Fund that the person seeking indemnification, in the opinion of such counsel, did not act in good faith. The foregoing right of indemnification is in addition to any rights to which the General Partner and each of its affiliates and their respective partners, members, managers, shareholders, officers, directors, agents or employees may otherwise be entitled and inures to the benefit of the executors, administrators, personal representatives, successors or assigns of each such person.

20.3 The Fund and/or the Master Fund may pay the expenses incurred by the General Partner, each of its affiliates and their respective partners, members, managers, shareholders, officers, directors, agents and employees, in defending a civil or criminal action, suit or proceeding, upon receipt of an undertaking by or on behalf of such person to repay such payment if it shall ultimately be determined that such person is not entitled to indemnification. Any right of indemnity or advancement of expenses may be satisfied only out of the assets of the Fund, the Master Fund and the General Partner shall not be personally liable with respect to any such claim for indemnification.

20.4 The Fund shall indemnify, out of the assets of the Fund, any member of the board of managers of the General Partner, the General Partner, the investment advisor(s), the investment manager(s), the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent and their affiliates as well as any officer and their heirs, executors and administrators against all losses, liabilities, damages, suits, costs, expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been a member of the board of managers of the General Partner, the General Partner, the investment advisor(s), the investment manager(s), the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent and their affiliates or officer or, at its request, being or having been a member of any other entity of which the Fund is an investor or creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters in respect of which they may be finally declared to be liable for wilful default, fraud, or gross negligence; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a wilful misconduct, bad faith or gross negligence.

20.5 The General Partner may decide that expenses effectively incurred by any officer of the General Partner or any member of the management board of the General Partner in accordance with this Article may be advanced to the indemnified officer, provided that this officer will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

20.6 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any officer may be entitled.

Title V - General meetings of shareholders

Art. 21. Powers and voting rights.

21.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders (a General Meeting) shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Any resolution shall require the consent of the General Partner.

21.2 Each whole Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting. Fractional Shares do not entitle the holder to a vote at a General Meeting.

Art. 22. Convening and participation.

22.1 The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the second Wednesday of the month of May at 4 p.m. (Luxembourg time) unless this day is not a business day, in which case the meeting shall be held on the next following business day. The first annual General Meeting will be held in 2014.

22.2 The provisions of the 1915 Law relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings shall apply to the General Meetings of the Fund, unless otherwise provided herein.

22.3 A General Meeting of Shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight calendar days prior to the meeting. The General Partner may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting.

22.4 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

22.5 Shareholders representing one tenth of the share capital of the Fund may impose on the General Partner to call a General Meeting.

22.6 A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

22.7 Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

22.8 Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

Art. 23. Quorum and majority rules.

23.1 Unless otherwise required by applicable law or by these Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented, it being understood that, unless otherwise provided in these Articles, any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner.

23.2 The General Meeting may amend these Articles only if at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Fund. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Memorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two thirds of the votes cast, provided each time that the General Partner holds a veto right.

23.3 The nationality of the Fund and the commitment of each Shareholder may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 24. Bureau and minutes.

24.1 All General Meetings shall be chaired by the General Partner or by any duly authorised person designated for such purpose by the General Partner.

24.2 The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutineer, elected by the General Meeting.

Title VII - Accounts - Distributions

Art. 25. Accounting year and accounts.

25.1 The accounting year of the Fund shall commence each year on the first of January and shall end on the thirty-first of December of the same year.

25.2 Each year, the General Partner prepares the annual report in compliance with the 2007 Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of income and a statement of changes in equity and a cash flow statement, a report on the activities of the past financial year as well as any significant information enabling Shareholders to make an informed judgement on the development of the activities and of the results of the Fund.

25.3 The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

Art. 26. Reference currency.

26.1 The Fund shall prepare its accounts in United States Dollars. For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to the Fund shall, if not denominated in United States Dollars, be converted into United States Dollars and the capital shall be the aggregate of the net assets of the Fund.

Art. 27. Auditor.

27.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the General Partner and remunerated by the Fund.

27.2 The auditor shall fulfil the duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 28. Distributions.

28.1 The General Partner does not generally make distributions of profits to the Shareholders other than those related to voluntary or mandatory withdrawals.

28.2 Notwithstanding the foregoing and unless otherwise provided in the Private Placement Memorandum the General Partner may, in its discretion, decide to pay dividends, whether at the end of a financial year or on an interim basis.

28.3 Distributions, if any, may be made in cash or in kind. If distributions are paid in cash, they shall be paid in United States Dollar.

28.4 No distribution may be made which would result in the NAV of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Law, as set out in Article 5.4 au-dessus.

Title VIII - Dissolution - Liquidation

Art. 29. Dissolution and liquidation of the Fund.

29.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles, but only with the consent of the General Partner.

29.2 Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5.4, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting.

29.3 Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 5.4 au-dessus, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25% of the Shares represented at such General Meeting.

29.4 Where the holding of a General Meeting is required in accordance with Article 29.2 au-dessus or 29.3 au-dessus, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two third or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

29.5 In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to applicable law in Luxembourg.

Art. 30. Liquidation proceeds.

30.1 The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders of the Fund in accordance with the rules applicable to the allocation of profits in such Sub-Fund as referred to under Art. 29. above.

30.2 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Luxembourg "Caisse de Consignation".

Art. 31 Consolidation/Splitting of Shares.

31.1 The General Partner may consolidate Shares of different Classes or split the Shares into two or more different Classes. A consolidation or split may also be resolved by a General Meeting of the Fund concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the Shares present or represented.

Title IX - General

Art. 32. Amendments to these Articles.

32.1 These Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum requirements provided by the 1915 Law.

32.2 The nationality of the Fund may be changed and commitments of Shareholders (if any) increased only with the unanimous consent of all Shareholders.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

68083

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 2,000.

Declaration

The undersigned notary, who speaks and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the persons appearing, they, as represented here above, signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quinzième jour d'avril.

Par-devant nous, Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire des associés (l'Assemblée) de BlueMountain Montenvers FF S.C.A., une société en commandite par action, dont le siège social se situe au 6D, route de Trèves, L-2633 Seningerberg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176344 et constituée suivant un acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg en date du 18 janvier 2013 (la Société).

L'Assemblée est présidée par Johan Terblanche, Solicitor, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg.

Le Président nomme comme secrétaire Gianpiero SADDI, dont l'adresse professionnelle se situe à Luxembourg.

L'Assemblée élit comme scrutateur Johan Terblanche, précité.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le Président déclare et demande au notaire d'acter que:

Après que l'ordre du jour susmentionné ait été dûment examiné et après délibération, l'Assemblée décide comme suit:

I. Les associés de la Société, présents ou représentés à cette Assemblée et le nombre de leurs parts sociales est indiqué sur une liste de présence, signée ne varietur par le Président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Cette liste de présence restera annexée au présent acte pour être soumises aux formalités de l'enregistrement.

II. Il ressort de la liste de présence que la seule (1) Action de Gestion et les quarante cinq (45) actions ordinaires, représentant l'intégralité du capital social de la Société, sont représentés à la présente Assemblée de telle sorte que l'Assemblée peut valablement délibérer sur toutes les questions à l'ordre du jour.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Refonte intégrale des statuts de la Société; et
3. Divers.

Après que l'ordre du jour susmentionné ait été dûment examiné et après délibération, l'Assemblée décide comme suit:

Première résolution

L'Assemblée décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société se considérant eux-mêmes valablement convoqués et ayant une parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Seconde résolution

Suite à la réception de l'avis de fin d'examen en date du 12 avril 2013 envoyé par la commission de surveillance du secteur financier, les actionnaires de la société décident de refondre intégralement les statuts de la Société (les Statuts) afin de mettre leur contenu en conformité aux dispositions de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés et aux dispositions du memorandum de placement privé.

Les parties, telles que représentées ci-dessus, ont demandé au notaire soussigné d'acter la refonte intégrale des Statuts en langue anglaise uniquement conformément aux dispositions légales comme suit:

Title I - Form and Name - Registered office - Duration - Purpose

Art. 1. Form and Name.

1.1 There exists among the managing general partner, "associé gérant commandité" (the General Partner) and the limited partners, "actionnaires commanditaires" (the Limited Shareholders and together with the General Partner the Shareholders), a corporate partnership limited by shares in the form of a "société en commandite par actions" organised as a "société d'investissement à capital variable" qualifying as a "fonds d'investissement spécialisé" under the name of BlueMountain Montenvers Fund SCA SICAV-SIF (hereafter the Fund), governed by the Luxembourg law of 10 August

1915 relating to commercial companies, as amended (the 1915 Law), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended (the 2007 Law) and the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Fund is established in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Duration.

3.1 The Fund is established for an unlimited duration.

3.2 The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

3.3 The Fund shall not come to an end in the event of the resignation, removal, dissolution or bankruptcy or insolvency of the General Partner. The meeting of Shareholders may appoint an interim manager, who need not be a Shareholder, subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

3.4 The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of Shareholders, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Fund and in case of a decision to continue the Fund's activities, the appointment of a replacement general partner. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene a general meeting of Shareholders in accordance with the procedures laid down in Art. 22 au-dessus.

3.5 The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

Art. 4. Corporate object.

4.1 The purpose of the Fund is to invest substantially all of its assets through a "master-feeder" fund structure in BlueMountain Montenvers Master Fund S.C.A., SICAV-SIF, a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) created under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and approved by the Commission de Surveillance du Secteur Financier under the provisions of the 2007 Law (the Master Fund).

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted under the 2007 Law.

Title II - Share capital

Art. 5. Share Capital

5.1 The share capital of the Fund shall be represented by shares of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund. The initial share capital of the Fund upon incorporation amounted to forty six thousand United States Dollars (USD 46,000) divided into divided into (i) one (1) voting, non-participating, ordinary management share to be issued at a subscription price of USD 1,000 (the Management Share), and (ii) an unlimited number of voting, participating shares, forty five (45) of which were issued at formation (the Investor Shares) (the Management Share and the Investor Shares and any other Class of shares created and issued in accordance with these Articles are hereinafter collectively referred to as the Shares).

5.2 The Management Share is exclusively reserved to the General Partner and does not carry the right to participate in the assets of the Fund on a winding up (other than the return of paid up capital on that Share) or in any dividends of the Fund.

5.3 The Investor Shares are offered to well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law (each a Well-Informed Investor).

5.4 The minimum capital of the Fund shall be the equivalent, in United States Dollars, of one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000), which must be reached within twelve months after the date on which the Fund has been authorised in accordance with the 2007 Law.

Art. 6. Investor Shares.

6.1 Upon formation of the Fund, forty five (45) Investor Shares in Series 00/2013 (the Initial Investor Shares) was issued to BlueMountain Montenvers Holdings LLC and one (1) Management Share was issued to the General Partner. The Initial Investor Shares will be compulsorily redeemed by the General Partner, and the subscription price will be returned to

the holder of the Initial Investor Shares immediately after the first issuance of Shares (other than the Initial Investor Shares and the Management Shares) provided that at least forty five (45) such Investor Shares have been issued.

6.2 The General Partner shall issue Investor Shares to Well-Informed Investors in accordance with the provisions of the Private Placement Memorandum.

Art. 7. Classes of Shares.

7.1 In addition to the Management Share and the Investor Shares, the General Partner may, at any time, issue further classes of Shares (collectively the Classes and individually a Class), which may carry different rights and obligations inter alia with regard to eligible investors, income and profit entitlements, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the private placement memorandum of the Fund (the Private Placement Memorandum).

Art. 8. Form of Shares.

8.1 The Fund shall issue Shares in registered form only.

8.2 All issued Shares of the Fund shall be registered in the share register which shall be kept at the registered office of the Fund and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each fractional share.

8.3 The inscription of the Shareholder's name in the share register evidences his right of ownership on such registered Shares. The Fund shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding upon request.

8.4 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the share register.

8.5 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the share register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the share register by means of a written notification to the Fund at its registered office, or at such other address as may be set by the General Partner from time to time.

8.6 The Fund recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Fund. The General Partner has the right to suspend the exercise of all rights attached to such Shares(s) until such attorney has been duly appointed. In the event that a Share is registered in the name of more than one person, the first-named holder in the register shall be deemed to be the representative of all joint holders and shall alone be entitled to be treated as a holder of such Share for all purposes, including without limitation, to receive notices from the Fund.

8.7 The Fund may decide to issue fractional Shares, up to three decimal places. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

8.8 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the share register.

Art. 9. Issue and subscription of Shares.

9.1 Shares may only be subscribed for by investors who comply with the status of Well-informed Investor. The compliance of each subscriber with the status of Well-Informed Investor will be verified by the General Partner or any agent to which such function has been delegated by the General Partner. This restriction is not applicable to the General Partner.

9.2 Investors wishing to subscribe for Investor Shares in the Fund shall execute a subscription agreement (the Subscription Agreement), which upon acceptance will be signed by the General Partner. Investors thus commit themselves to subscribing and accepting Investor Shares in accordance with these Articles as well as the terms and conditions set forth in the Private Placement Memorandum.

9.3 The General Partner is authorised to issue, at any time, an unlimited number of additional Shares in any Class, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. Each newly issued Share in one specific Class entitles its holder to the same rights and obligations of the holders of existing Shares in the same Class.

9.4 No additional Management Share may be issued.

9.5 Shares may be designated in series (each a Series), each corresponding to a specific period of issuance and to a specific subscriber, so that each subscriber whose application for the issue of Shares of a particular class that is accepted as of a particular date shall receive Shares of a Series unique to such subscriber and such date. Shares of each Series within a specific Class will have the same characteristics as the Shares of each other Series of that Class, differing only in respect of their issue date and subscriber and thus in respect of any right or obligation based on such issue date.

9.6 Shares shall have no par value.

9.7 The General Partner may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the General Partner may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted shall be detailed in the Private Placement Memorandum. The issue price of Shares is determined by the General Partner on a Class by Class basis as fully described in the Private Placement Memorandum.

9.8 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the entire issue price, which must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the General Partner and fully described in the Private Placement Memorandum.

9.9 The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law.

9.10 If an Investor does not meet the payment requirements as fully described in the Private Placement Memorandum, it will be in default and the relevant Shares will not be issued.

9.11 The General Partner may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the issue price of any Shares and to deliver the Shares.

Art. 10. Transfer of Shares.

10.1 Shares may not be transferred or assigned in whole or in part, without the prior written consent of the General Partner, which may be granted or withheld in the sole discretion of the General Partner, which consent shall not be unreasonably withheld in connection with affiliate transfers.

10.2 The Management Share is exclusively and mandatorily transferable to a replacement general partner upon replacement of the General Partner as per Article 3.3 au-dessus.

Art. 11. Redemption of Shares.

11.1 A Shareholder may elect to redeem all or any portion of its Shares as of the last day of each calendar month (each, a Redemption Date), upon written notice to the General Partner given no later than the last day of the month that is three months prior to the proposed Redemption Date. If such redemption occurs other than on the last day of the month immediately preceding the second anniversary of the date of subscription of such Share, and each succeeding biennial anniversary thereof, then such redemption may be subject to a redemption fee, as further set out in the Private Placement Memorandum.

11.2 If a redeeming Shareholder owns Shares of more than one Series of the Class being redeemed, such Shares will be deemed to be redeemed on a "first-in-first-out" basis.

11.3 The General Partner may compulsorily redeem the Shares of any Shareholder in accordance with the Private Placement Memorandum.

11.4 All reasonable costs and expenses associated with any redemption (including costs incurred in connection with liquidating assets of the Master Fund to meet such redemption) are charged against the Net Asset Value of the redeeming Shareholder's Shares. Redemption proceeds shall generally be paid in cash; provided that the Fund may, with the consent of the redeeming Shareholder, pay redemption proceeds in securities or partly in cash and partly in securities.

11.5 The General Partner may suspend the right of redemption under certain circumstances as set out in the Private Placement Memorandum.

Title III - Net asset value

Art. 12. Calculation of the net asset value.

12.1 The reference currency of the Fund is the United States Dollar. The Net Asset Value is calculated by the Administrative Agent under the responsibility of the General Partner.

12.2 The NAV per Share is calculated on a Class by Class and Series by Series basis (if applicable) on such frequency as set forth in the Private Placement Memorandum.

12.3 All assets and liabilities of the Fund shall be valued at fair value in compliance with the accounting principles applicable to the Fund. The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

12.4 The assets of the Fund shall include:

- (i) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- (ii) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- (iii) all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- (iv) all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- (v) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;

(vi) the preliminary expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off and insofar the Fund shall be reimbursed for the same;

(vii) the marketing and distribution costs of the Fund, which may be amortised over a period of up to 5 (five) years;

(viii) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Fund has an open position in; and

(ix) all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

12.5 The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

(i) the General Partner will rely on the valuation methodologies of BlueMountain Montenvers Master Fund SCA SICAV-SIF (the Master Fund). The central administrative and domiciliary agent of the Fund may rely upon any valuation made by or in respect of the Master Fund without any duty of further inquiry (except in relation to obvious errors). The value of investments in the Master Fund is taken at their last official NAV known in Luxembourg at the time of calculating the NAV of the Fund. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair value basis;

(ii) the value of any cash at hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interests matured but not yet received shall be valued at the par-value of the assets, except if it appears that such value is unlikely to be received. In such a case, subject to the approval of the General Partner, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of the assets;

(iii) the value of transferable securities and money market instruments listed on an official stock exchange or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public, a "Regulated Market" as defined by applicable laws and regulations, is based on the latest available price and if such transferable securities are dealt in on several markets, on the basis of the latest known price on the stock exchange which is normally the principal market for such securities. If the latest known price is not representative, the value shall be determined based on a reasonably foreseeable sales price to be determined prudently and in good faith;

(iv) in the event that any transferable securities or/and money market instruments are not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market operating regularly, recognised and open to the public, as defined by the laws and regulations in force, the value of such assets shall be assessed on the basis of their foreseeable sales price estimated prudently and in good faith;

(v) the liquidating value of derivative contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net liquidating value determined by the General Partner in a fair and reasonable manner, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Fund; provided that if a futures, forward and options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the General Partner may deem fair and reasonable;

(vi) the value of money market instruments not listed or dealt in on any stock exchange or any other regulated market and with remaining maturity of less than 12 (twelve) months and of more than 90 (ninety) days is deemed to be the nominal value thereof, increased by any interest accrued thereon. Money market instruments with a remaining maturity of 90 (ninety) days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value;

(vii) units of UCITS and/or other UCI will be valued at their last determined and available Net Asset Value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the General Partner on a fair and equitable basis. Units or shares of a closed-ended UCI will be valued at their last available stock market value;

(viii) interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rate curve; and

(ix) all other securities and other assets will be valued at fair market value, as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

12.6 Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Fund concerned respectively in United States Dollar shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

12.7 The General Partner, at its sole discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

12.8 The liabilities of the Fund shall include:

(i) all loans, bills and accounts payable;

(ii) all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);

(iii) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);

(iv) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;

(v) an appropriate provision for future taxes based on capital and income up to the Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the General Partner, as well as such amount (if any) as the General Partner may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund;

(vi) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles; and

(vii) the costs and disbursements of any committees incurred in relation to the furtherance of the business of the Fund (if applicable) and shareholder meetings.

12.9 In determining the amount of such liabilities the General Partner shall, with due regard to the expenses borne by the General Partner out of its management fee, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to its accountants, custodian and its correspondents, management company as well as any other agent employed by the Fund, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with General Partner meetings and investment committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Private Placement Memorandum, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the Net Asset Value and any information relating to the estimated value of the Fund, the cost of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders', General Partner and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods.

12.10 The assets and liabilities of different Classes and Series shall be allocated as follows:

(i) the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class and Series, if applicable shall be applied in the books of the Fund to the relevant Class and Series, if applicable;

(ii) where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Class and Series, if applicable as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Class and Series, if applicable;

(iii) where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Class and Series, if applicable or to any action taken in connection with an asset of a particular Class and Series, if applicable, such liability shall be allocated to the relevant Class and Series, if applicable;

(iv) upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Class and Series, if applicable, the assets of such Class and Series, if applicable shall be reduced by the amount of such dividends; and

(v) in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Class and Series, if applicable, such asset or liability shall be allocated to all the Classes and Series, if applicable pro rata to the NAV of the relevant Class and Series, if applicable or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith.

12.11 For the purposes of the NAV computation:

(i) Shares to be redeemed in accordance with the terms of the Private Placement Memorandum shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant valuation time and from such time and until paid by the Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the relevant Class and Series, if applicable;

(ii) Shares to be issued shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the valuation time, and from such time and until received by the relevant Class and Series, if applicable, the price therefore shall be deemed to be a debt due to the relevant Class and Series, if applicable;

(iii) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the NAV for the relevant Class and Series, if applicable, is calculated shall be valued after taking into account the rate of exchange prevailing on the principal market of each such asset on the dealing day preceding the valuation time;

(iv) where on any valuation time the Fund has contracted to:

a. purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the relevant Class and Series, if applicable and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the relevant Class and Series, if applicable;

b. sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the relevant Class and Series, if applicable and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund; and

(v) provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the General Partner in good faith.

12.12 If since the time of determination of the NAV there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Fund are dealt in or quoted, the Fund may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

Art. 13. Suspension of the calculation of the net asset value.

13.1 The valuation of the assets of the Fund and the calculation of NAV per Share shall be performed by the General Partner or by the agent appointed for this purpose under the supervision of the General Partner, on such frequency as set forth in the Private Placement Memorandum (each a Valuation Day).

13.2 The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the NAV and the issue and redemption of Shares during any period during which the Master Fund has suspended redemption rights or postponed any payment date.

13.3 In addition to the foregoing, the General Partner, by written notice to any Shareholder, may suspend redemption rights of such Shareholder if the General Partner in good faith deems it necessary to comply with anti-money laundering laws and regulations applicable to the Fund, the Master Fund, the investment advisor, the investment manager, or any of the Fund's service providers.

13.4 Shareholders holding Shares which are the subject of a suspension will be notified of any suspension of issue, redemption or determination of NAV or of any reinstatement following a suspension thereof, in each case within 10 (ten) days of the relevant event.

13.5 Where possible, all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Title IV - Administration

Art. 14. Management.

14.1 The Fund shall be managed by the General Partner who shall be the unlimited liable shareholder (associé-gérant-commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund. The Limited Shareholders shall refrain from acting in a manner or capacity other than by exercising their rights as Limited Shareholders in general meetings and shall in such case be liable only to the extent of their commitments made (if any) or capital contributed to the Fund as per Art. 9 au-dessus.

14.2 The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest which are not expressly reserved by applicable law or by these Articles to the general meeting of Shareholders, each time in compliance with the investment objectives and strategy of the Fund.

14.3 Subject to the consent of the General Partner, the General Partner may be removed from its capacity as managing General Partner by Shareholders representing a majority of 80% of the votes cast at a general meeting of Shareholders where at least 80% of the voting rights are represented, on the occurrence of the following events:

(c) any action by the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, which has been determined by an arbitrator or competent court in a final decision to constitute a fraud and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner; or

(d) the determination by an arbitrator or competent court that the General Partner, or any person to whom the General Partner has delegated any part of its duties, has/have wilfully or through gross negligence committed a breach of one or more provisions of the Fund Documents, and which is not remedied within 60 (sixty) days after notification to the General Partner.

14.4 The General Partner may, under its full responsibility, be assisted, while managing the Fund's assets by one or several investment managers and/or investment advisors or may delegate its powers in relation to the management of the Fund to one or several agents.

14.5 In case of liquidation or removal of the General Partner and upon failure to appoint a new managing general partner (associé-gérant-commandité) within one month from the date of such liquidation or removal, the Fund will be dissolved.

Art. 15. Custodian bank.

15.1 Under a custodian agreement the Fund will appoint a custodian in accordance with the 2007 Law.

15.2 The custodian will be a financial institution operating in Luxembourg and licensed to carry out banking activities in accordance with the terms of the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

15.3 Under the custodian agreement, all securities, cash and other assets of the Fund are at all times entrusted to the custodian. The custodian will carry out the usual duties regarding custody of the assets, in accordance with applicable law and the custodian agreement.

15.4 In the event the assets of the Fund are not materially deposited with the custodian or with a third party appointed by the custodian to this end (considering the nature of the assets and the activities of the Fund) the obligations of the custodian shall be limited to the supervision of the assets.

15.5 The General Partner is entitled to change the custodial arrangements described above by agreement with the custodian and/or, in its discretion, to appoint a substitute custodian.

Art. 16. Corporate Signature.

16.1 Vis-à-vis third parties, the Fund is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorised signatories or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 17. Delegation of Powers.

17.1 The General Partner may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that it deems, in its discretion, necessary for the operation and management of the Fund. Such appointments may be cancelled at any time by the General Partner. The officers need not be Shareholders of the Fund. Unless otherwise provided for by these Articles of Association, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the General Partner. The General Partner may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the General Partner and who will have the powers determined by the General Partner.

17.2 The General Partner may create from time to time one or several committees composed of General Partner members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions.

18.1 The General Partner, based upon the principle of risk diversification and in accordance with the Private Placement Memorandum, has the power to determine the investment policies and strategies of the Fund and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restrictions as shall be set forth by the General Partner in compliance with applicable laws and regulations.

18.2 The Fund [or the Master Fund]may employ, as set forth in the Private Placement Memorandum, techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments for the purpose of hedging.

Art. 19. Conflict of Interests.

19.1 No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the members of the board of managers or officers of the General Partner is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any member of the board of managers of the General Partner who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

19.2 In the event that any member of the board of managers of the General Partner may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such person shall make known to the General Partner such conflict of interests and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such person's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

19.3 The conflict of interests referred to in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the sponsor, the investment advisor, investment manager, the custodian, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner on its discretion.

Art. 20. Indemnification.

20.1 To the fullest extent permitted by law, the General Partner and each of its affiliates, and their respective partners, members, managers, shareholders, officers, directors, agents or employees are fully protected and indemnified by the Master Fund from and against any loss, expense, damage or injury, including, without limitation, any judgment, award settlement, reasonable attorneys' fees and other costs or expenses permitted by law incurred by them or any of them in connection with any action, suit or proceeding arising from any act or omission taken or suffered by any of them for or on behalf of the Fund, the Master Fund or any related management or similar agreement (including amounts paid in respect of judgments or fines or in settlement of litigation and expenses, including attorneys' fees, reasonably incurred by any of them in connection with any pending or threatened litigation or proceeding); provided that this indemnity does not extend to conduct by the General Partner, any of its affiliates or their respective partners, members, managers, shareholders agents or employees if it shall have been determined by a court of competent jurisdiction that any such person engaged in fraud, bad faith, gross negligence (as determined under New York law) or willful misconduct.

20.2 In the event of settlement of any action, suit or proceeding pending or threatened, such indemnification shall extend to all matters covered by the settlement except for matters with respect to which the Master Fund is advised by counsel regularly retained by the Master Fund that the person seeking indemnification, in the opinion of such counsel, did not act in good faith. The foregoing right of indemnification is in addition to any rights to which the General Partner and each of its affiliates and their respective partners, members, managers, shareholders, officers, directors, agents or employees may otherwise be entitled and inures to the benefit of the executors, administrators, personal representatives, successors or assigns of each such person.

20.3 The Fund and/or the Master Fund may pay the expenses incurred by the General Partner, each of its affiliates and their respective partners, members, managers, shareholders, officers, directors, agents and employees, in defending a civil or criminal action, suit or proceeding, upon receipt of an undertaking by or on behalf of such person to repay such payment if it shall ultimately be determined that such person is not entitled to indemnification. Any right of indemnity or advancement of expenses may be satisfied only out of the assets of the Fund, the Master Fund and the General Partner shall not be personally liable with respect to any such claim for indemnification.

20.4 The Fund shall indemnify, out of the assets of the Fund, any member of the board of managers of the General Partner, the General Partner, the investment advisor(s), the investment manager(s), the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent and their affiliates as well as any officer and their heirs, executors and administrators against all losses, liabilities, damages, suits, costs, expenses reasonably incurred by them in connection with any action, suit proceeding to which they may be made a party by reason of them being or having been a member of the board of managers of the General Partner, the General Partner, the investment advisor(s), the investment manager(s), the custodian, the administrative agent, the registrar and transfer agent and their affiliates or officer or, at its request, being or having been a member of any other entity of which the Fund is an investor or creditor and from which they are not entitled to be indemnified, except in relation to matters in respect of which they may be finally declared to be liable for wilful default, fraud, or gross negligence; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Fund is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a wilful misconduct, bad faith or gross negligence.

20.5 The General Partner may decide that expenses effectively incurred by any officer of the General Partner or any member of the management board of the General Partner in accordance with this Article may be advanced to the indemnified officer, provided that this officer will repay the advanced amounts if it is ultimately determined that he has not met the standard of care for which indemnification is available.

20.6 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any officer may be entitled.

Title V - General meetings of shareholders

Art. 21. Powers and voting rights.

21.1 Any regularly constituted meeting of Shareholders (a General Meeting) shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Any resolution shall require the consent of the General Partner.

21.2 Each whole Share entitles its holder to one (1) vote at any General Meeting. Fractional Shares do not entitle the holder to a vote at a General Meeting.

Art. 22. Convening and participation.

22.1 The annual General Meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg indicated in the convening notice. The annual General Meeting shall be held on the second Wednesday of the month of May at 4 p.m. (Luxembourg time) unless this day is not a business day, in which case the meeting shall be held on the next following business day. The first annual General Meeting will be held in 2014.

22.2 The provisions of the 1915 Law relating to the notice periods, convening procedure as well as to the conduct of general meetings shall apply to the General Meetings of the Fund, unless otherwise provided herein.

22.3 A General Meeting of Shareholders shall be convened by the General Partner pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight calendar days prior to the meeting. The General Partner may determine any conditions which must be fulfilled by the Shareholders in order to participate in such General Meeting.

22.4 If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

22.5 Shareholders representing one tenth of the share capital of the Fund may impose on the General Partner to call a General Meeting.

22.6 A Shareholder may grant a written power of attorney to another person (who need not be a Shareholder) in order to be represented at any General Meeting.

22.7 Each Shareholder may participate in any General Meeting by telephone or video conference or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

22.8 Each Shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution, three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the Shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the General Meeting are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

Art. 23. Quorum and majority rules.

23.1 Unless otherwise required by applicable law or by these Articles, resolutions of the General Meeting are passed by a simple majority of the votes cast, regardless of the proportion of the share capital represented, it being understood

that, unless otherwise provided in these Articles, any resolution shall validly be adopted only with the approval of the General Partner.

23.2 The General Meeting may amend these Articles only if at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles as well as the text of any proposed amendments to the object or form of the Fund. If this quorum is not reached, a second General Meeting may be convened by means of notices published twice, at fifteen (15) days interval at least and fifteen (15) days before the meeting in the Mémorial and in two Luxembourg newspapers. Such notices reproduce the agenda of the General Meeting and indicate the date and results of the previous General Meeting. The second General Meeting deliberates validly regardless of the proportion of the capital represented. At both General Meetings, resolutions must be adopted by at least two thirds of the votes cast, provided each time that the General Partner holds a veto right.

23.3 The nationality of the Fund and the commitment of each Shareholder may only be changed with the unanimous consent of the Shareholders.

Art. 24. Bureau and minutes.

24.1 All General Meetings shall be chaired by the General Partner or by any duly authorised person designated for such purpose by the General Partner.

24.2 The minutes of the General Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary appointed by the chairman and the scrutineer, elected by the General Meeting.

Title VII - Accounts - Distributions

Art. 25. Accounting year and accounts.

25.1 The accounting year of the Fund shall commence each year on the first of January and shall end on the thirty-first of December of the same year.

25.2 Each year, the General Partner prepares the annual report in compliance with the 2007 Law. Such annual report must include a balance sheet or a statement of income and a statement of changes in equity and a cash flow statement, a report on the activities of the past financial year as well as any significant information enabling Shareholders to make an informed judgement on the development of the activities and of the results of the Fund.

25.3 The annual accounts shall be approved by the annual General Meeting.

Art. 26. Reference currency.

26.1 The Fund shall prepare its accounts in United States Dollars. For the purpose of determining the capital of the Fund, the net assets attributable to the Fund shall, if not denominated in United States Dollars, be converted into United States Dollars and the capital shall be the aggregate of the net assets of the Fund.

Art. 27. Auditor.

27.1 The accounting data related in the annual report of the Fund shall be examined by an auditor («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the General Partner and remunerated by the Fund.

27.2 The auditor shall fulfil the duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 28. Distributions.

28.1 The General Partner does not generally make distributions of profits to the Shareholders other than those related to voluntary or mandatory withdrawals.

28.2 Notwithstanding the foregoing and unless otherwise provided in the Private Placement Memorandum the General Partner may, in its discretion, decide to pay dividends, whether at the end of a financial year or on an interim basis.

28.3 Distributions, if any, may be made in cash or in kind. If distributions are paid in cash, they shall be paid in United States Dollar.

28.4 No distribution may be made which would result in the NAV of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Law, as set out in Article 5.4 au-dessus.

Title VIII - Dissolution - Liquidation

Art. 29. Dissolution and liquidation of the Fund.

29.1 The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles, but only with the consent of the General Partner.

29.2 Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5.4, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50% of the Shares represented at such General Meeting.

29.3 Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 5.4 au-dessus, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the General Meeting by the General Partner. In such an event, the General Meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25% of the Shares represented at such General Meeting.

29.4 Where the holding of a General Meeting is required in accordance with Article 29.2 au-dessus or 29.3 au-dessus, such General Meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two third or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

29.5 In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to applicable law in Luxembourg.

Art. 30. Liquidation proceeds.

30.1 The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidator(s) to the Shareholders of the Fund in accordance with the rules applicable to the allocation of profits in such Sub-Fund as referred to under Art. 29 above.

30.2 Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Luxembourg "Caisse de Consignation".

Art. 31. Consolidation/Splitting of Shares.

31.1 The General Partner may consolidate Shares of different Classes or split the Shares into two or more different Classes. A consolidation or split may also be resolved by a General Meeting of the Fund concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the Shares present or represented.

Title IX - General

Art. 32. Amendments to these Articles.

32.1 These Articles may be amended by a General Meeting subject to the quorum requirements provided by the 1915 Law.

32.2 The nationality of the Fund may be changed and commitments of Shareholders (if any) increased only with the unanimous consent of all Shareholders.

Art. 33. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Estimation

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison des présentes est évalué à environ EUR 2.000.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est établi en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Après avoir lu le présent acte à voix haute, le notaire le signe avec les mandataires des parties comparantes.

Signé: G. Saddi, J. Terblanche et M. Schaeffer

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 avril 2013. Relation: LAC/2013/17745. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052455/1190.

(130064143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Clear Sin Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 84.189.

—
EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013:-

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY AND ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n°RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY AND ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour CLEAR SIN INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2013053273/16.

(130065533) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Julius Baer Multiopportunities, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 107.692.

Auszug aus dem Protokoll der Ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre vom 22. April 2013:

“(…)

Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre wählt die Herren

- Hermann BEYTHAN, 35, Avenue J. F. Kennedy, L – 1855 Luxemburg,

- Andrew HANGES, 12, St. James's Place, GB – SW1A 1NX London,

- Martin JUFER, Hardstraße 201, CH – 8005 Zürich,

- Thomas VAN DITZHUYZEN, Hardstraße 201, CH – 8005 Zürich und

- Thomas VON BALLMOOS, Hardstraße 201, CH – 8005 Zürich

als Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2014.

(…)

Die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt, PricewaterhouseCoopers, mit Sitz in Luxemburg, als Wirtschaftsprüfer wiederzuernennen. Die Dauer des Mandates des Wirtschaftsprüfers beschränkt sich auf ein Jahr und endet mit der nächsten ordentlichen Generalversammlung im Jahre 2014.

(…)”

Für Julius Baer Multiopportunities

Société d'Investissement à Capital Variable

RBC Investor Services Bank S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2013053431/25.

(130065796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Haifa International Services S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 30.986,69.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 66.424.

—
EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013:-

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour HAIFA INTERNATIONAL SERVICES S.A.

Référence de publication: 2013053386/16.

(130065144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

A.J.E.C.T. S.C.I., Société Civile Immobilière.
Siège social: L-4350 Esch-sur-Alzette, 29, rue Wurth-Paquet.
R.C.S. Luxembourg E 5.058.

STATUTS

L'an deux mille treize, le dix-sept avril.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

- 1.- Madame Anne BACKES, née à Luxembourg le 26 février 1963, demeurant à L-4350 Esch-sur-Alzette, 29, rue Wurth-Paquet;
- 2.- Madame June WEYER, née à Esch-sur-Alzette le 30 décembre 1994, demeurant à L-4350 Esch-sur-Alzette, 29, rue Wurth-Paquet;
- 3.- Monsieur Elliott WEYER, né à Esch-sur-Alzette le 9 mai 1996, demeurant à L-4350 Esch-sur-Alzette, 29, rue Wurth-Paquet;
- 4.- Monsieur Colin WEYER, né à Esch-sur-Alzette le 27 mars 1998, demeurant à L-4350 Esch-sur-Alzette, 29, rue Wurth-Paquet;
- 5.- Monsieur Tim WEYER, né à Esch-sur-Alzette le 19 novembre 1999, demeurant à L-4350 Esch-sur-Alzette, 29, rue Wurth-Paquet.

Pour les comparants ci-avant qualifiés sub 3), 4) et 5) accepte et stipule aux présentes leur mère Madame Anne BACKES, pré-qualifiée, agissant en sa qualité d'administrateur légal de ses enfants mineurs.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société civile immobilière familiale que les pré-nommés déclarent constituer entre eux:

Titre I^{er} - Dénomination, Objet, Durée, Siège

Art. 1^{er}. Il est formé entre les soussignés une société civile immobilière sous la dénomination "A.J.E.C.T. S.C.I."

Art. 2. La société a pour objet, dans le cadre d'une gestion patrimoniale, la mise en valeur et la gestion de tous immeubles et parts d'immeubles qu'elle pourra acquérir au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, dont notamment l'acquisition, la vente, le partage, l'acquisition ou la cession de droits immobiliers généralement quelconques, le démembrement de tout droit immobilier, la location partielle ou totale et la location temporelle des immeubles ainsi acquis, ainsi que toute opération pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et pouvant en faciliter l'extension et le développement.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la société est établi à Esch-sur-Alzette.

Titre II - Capital social, Parts sociales

Art. 5. Le capital social de la société est fixé à DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (€ 2.500,-), divisé en CENT (100) parts sociales, sans désignation de valeur nominale.

Le capital social pourra à tout moment être modifié, sous les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

Art. 6. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts sociales existantes dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices.

Art. 7. Dans leurs rapports respectifs et vis-à-vis des créanciers, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre des parts qu'il possède.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

Art. 9. La cession de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des parts s'opérera par acte authentique ou sous seing privé, en observant les dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

La pleine propriété, la nue-propriété et l'usufruit des parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Ces droits ne peuvent être cédés entre vifs et la pleine ou la nue-propriété ne peut être transmise à cause de mort à des non-associés qu'avec l'accord unanime de tous les associés. Cet agrément n'est pas requis lorsque les droits sont transmis à des héritiers en ligne directe.

Tout associé désirant céder tout ou partie de ses droits sur les parts à un tiers, doit en informer le gérant, qui, à cet effet, convoquera une assemblée générale extraordinaire ayant à son ordre du jour l'agrément du cessionnaire.

Lorsque l'assemblée générale extraordinaire refuse d'agréer le cessionnaire, la société est en droit de racheter les droits sur les parts, visés à l'alinéa précédent, pour son propre compte ou pour compte de personnes à désigner par elle.

Le non-exercice du droit de rachat par la société ouvre un droit de préemption sur les droits au profit de tous les coassociés du cédant au prorata de leurs parts dans la société.

Sauf accord du cédant le droit de rachat et le droit de préemption doivent être exercés sur la totalité des droits.

Le rachat effectué par la société sans désignation de tiers cessionnaires comporte l'obligation de procéder concomitamment à l'annulation des parts dont la pleine-propriété est acquise et à la réduction correspondante de son capital.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé font naître le droit de rachat au profit de la société et subsidiairement le droit de préemption au profit des coassociés de l'interdit, du failli ou de l'associé en déconfiture conformément aux stipulations précédentes.

En cas de décès d'un associé, la société a le droit de racheter à tout moment les droits sur les parts recueillis par les héritiers pour son propre compte ou pour le compte de personnes à désigner par elle.

Les alinéas précédents s'appliquent à cette hypothèse, y comprise la clause que les héritiers en ligne directe sont agréés automatiquement.

Art. 10. La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé. Les parts sont transmissibles pour cause de décès aux héritiers en ligne directe respectivement aux légataires de l'associé décédé.

Titre III. Assemblée générale des associés, Administration

Art. 11. Les associés sont convoqués par le ou les gérants de la société à une assemblée générale avec un préavis d'au moins deux semaines.

La convocation se fait par toute voie écrite qui laisse une trace et une preuve de la convocation faite en bonne et due forme.

Toutefois, les associés peuvent se réunir spontanément en quelque lieu que ce soit, du moment que la réunion se fasse entre tous les associés et que les décisions y prises le soient à l'unanimité.

Art. 12. Chaque associé bénéficiant des parts sociales en usufruit a le droit de participer aux décisions collectives, quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent, aussi longtemps qu'il existe des parts sociales en usufruit et des parts sociales en nue-propriété. S'il n'existe pas de parts sociales en usufruit, alors chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives.

Il n'existe aucune décision collective au sujet de la société à laquelle l'associé ne puisse participer.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées générales par un porteur de procuration spéciale.

Chaque associé dispose d'un droit permanent et illimité de surveillance de la gestion du gérant.

Art. 13. Les décisions collectives des associés seront prises à la majorité des deux tiers (2/3) des voix existantes.

Tout acte d'achat doit être autorisé par une décision de l'assemblée des associés statuant à l'unanimité des voix existantes.

Tout acte de vente et d'échange portant sur tout immeuble ou droit immobilier doit être autorisé par une décision de l'assemblée des associés statuant à la majorité des deux tiers (2/3) des voix existantes.

Au cas où les associés ne sont pas tous présents ou représentés à l'assemblée générale, le gérant pourra convoquer les associés à une seconde assemblée générale ayant le même ordre du jour et au cours de laquelle il sera statué à la majorité des deux tiers (2/3) des voix présentes.

Art. 14. La société est gérée et administrée par un gérant.

Le gérant pourra se substituer dans ses pouvoirs toute personne, associée ou non, sur autorisation de l'assemblée générale des associés.

La société sera valablement engagée par la signature du gérant, respectivement par la signature de la personne substituée dans les pouvoirs du gérant, mais dans cette hypothèse, dans les limites de la substitution.

Dans le cadre de l'assemblée générale constitutive, l'assemblée générale décrira clairement la mission et les pouvoirs du gérant.

Art. 15. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé ou d'un gérant.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ou d'un gérant, ne pourront, pour quelque motif que ce soit apposer des scellées sur des biens et documents de la société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 16. Les associés sont tenus envers les créanciers avec lesquels ils ont contracté, proportionnellement au nombre de parts qu'ils possèdent dans le capital social de la société.

Art. 17. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. La dissolution de la société ne peut être votée qu'à l'unanimité des voix existantes.

Elle se fera conformément aux dispositions y afférentes inscrites au Code Civil luxembourgeois.

En cas de mésentente grave entre associés, la dissolution de la société ne pourra être demandée en justice par l'un des associés, que pour autant que cette mésentente empêche toute action commune et qu'elle mette en jeu l'existence même de la société, et ce, conformément à la disposition de l'article 1871 du code civil.

Art. 19. Les articles 1832 à 1872 du Code Civil luxembourgeois ainsi que les modifications apportées au régime des sociétés civiles par la loi du 18 septembre 1933 et ses modifications ultérieures trouveront leur application par tout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commencera le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et libération

Les cent (100) parts sociales en pleine propriété sont souscrites par les associés comme suit:

- Madame Anne BACKES, cent (100) parts sociales en usufruit;
- Madame June WEYER, vingt-cinq (25) parts sociales en nue-propriété;
- Monsieur Elliott WEYER, vingt-cinq (25) parts sociales en nue-propriété;
- Monsieur Colin WEYER, vingt-cinq (25) parts sociales en nue-propriété;
- Monsieur Tim WEYER, vingt-cinq (25) parts sociales en nue-propriété;

Total: cent (100) parts sociales en pleine propriété.

Toutes ces parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux mille cinq cents euros (€ 2.500,-) se trouve désormais à la libre disposition de la société, ce que tous les associés reconnaissent expressément.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à € 1.000,-.

Assemblée générale extraordinaire

Les prédits associés présents, respectivement dûment représentés, se réunissant en assemblée générale, décident:

- de nommer gérante unique de la société, Madame Anne BACKES, née à Luxembourg le 26 février 1963, demeurant à L-4350 Esch-sur-Alzette, 29, rue Wurth-Paquet, pré-nommée, et ce, pour une durée indéterminée.
- de fixer le siège de la société à L-4350 Esch-sur-Alzette, 29, rue Wurth-Paquet.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparantes, connues du notaire instrumentaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, elles ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: BACKES A., WEYER J, MOUTRIER

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18/04/2013. Relation: EAC/2013/5161. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Releveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 19 avril 2013.

Référence de publication: 2013052380/146.

(130063314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

M-Square Finance S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Capital social: EUR 49.578,70.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 82.901.

—
EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013:-

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY & ACCOUNTING SERVICES S.A jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour M-Square Finance S.A. SPF

Référence de publication: 2013053480/16.

(130065138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Altho S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9570 Wiltz, 3, rue des Tondeurs.

R.C.S. Luxembourg B 175.447.

L'an deux mil treize, le seize avril.

Par-devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz.

Ont comparu:

1.- Monsieur Stéphane SMITS, né à Anderlecht (B), le 01 mai 1970, demeurant à B-6640 Vaux-sur-Sûre, 24, Poisson-Moulin

2.- Madame Véronique DE SMET, née à Etterbeek (B), le 14 mai 1970, demeurant à B-6640 Vaux-sur-Sûre, 24, Poisson-Moulin

lesquels comparants ont exposé au notaire:

- que la société à responsabilité limitée ALTHO S.à r.l., a été constituée suivant acte reçu par le notaire Joëlle SCHWACHTGEN, soussigné, en date du 18 janvier 2013, non encore publié au Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations, dont les statuts n'ont pas été modifiés à ce jour;

- qu'elle est inscrite au Registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B175.447;

- qu'elle a un capital de douze mille quatre cents euros (12.400.- EUR) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124.- EUR) chacune,

- que les comparants sont les seuls associés représentant l'intégralité du capital de la société à responsabilité limitée «ALTHO S.à r.l.» avec siège social à L-9570 Wiltz, 3, rue des Tondeurs.

Ensuite les comparants, agissant comme prédit, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

Monsieur Stéphane SMITS, prénommé, cède par les présentes cinquante-six (56) de ses parts sociales à Madame Véronique DE SMET, prénommée.

Ladite cession prend effet le 18 janvier 2013.

Le cessionnaire est subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux parts cédées.

Madame DE SMET déclare accepter ladite cession.

Prix

Le cédant déclare avoir reçu le prix convenu entre les parties, pour la présente cession, avant la signature du présent acte dont quittance et décharge.

Acceptation de la cession de parts

Monsieur Stéphane SMITS, prénommé, agissant en sa qualité de gérant de la société déclare accepter ladite cession au nom de la société, conformément à l'article 190 de la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, et n'avoir entre ses mains aucune opposition ni empêchement qui puisse arrêter l'effet des susdites cessions.

Suite à cette cession, le capital social est désormais réparti comme suit:

1. - Monsieur Stéphane SMITS, prénommé, vingt parts sociales 20

2.- Madame Véronique DE SMET, prénommée, quatre-vingt parts sociales 80

Total des parts: cent parts

Ensuite les associés, présents ou tels que représentés, de la société à responsabilité limitée «ALTHO S.à r.l.» ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Deuxième résolution

Les associés décident de supprimer l'alinéa 2 de l'article 5 qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (12.400.- €) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-quatre euros (124.- EUR) chacune.

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (12.400.- €) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

La propriété des parts sociales résulte des présentes statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.»

Troisième résolution

Les associés décident de modifier l'article 9 des statuts comme suit:

« **Art. 9.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables ad nutum à tout moment par l'assemblée générale qui fixe les pouvoirs et les rémunérations.

Le ou les gérants sont nommés par l'assemblée générale. Ils sont nommés pour une durée indéterminée. Leurs pouvoirs sont définis dans l'acte de nomination.

L'assemblée générale a le pouvoir de nommer des fondés de pouvoir.

Chaque gérant peut accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, sauf ceux que la loi réserve à la décision des associés.»

Quatrième résolution

Les associés décident de nommer pour une durée indéterminée Monsieur Stéphane SMITS gérant technique et Madame Véronique DE SMET gérant administratif. La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant technique. Le gérant administratif peut engager la société dans tous actes administratifs par sa seule signature.

Cinquième résolution

Les associés décident de modifier l'article 4 des statuts comme suit: «

Art. 4. La société a pour objet tant en son nom propre que pour le compte de tiers, au Grand-Duché de Luxembourg comme à l'étranger, l'impression digitale, la mise en page de tous travaux prépress, mais également l'édition de toutes brochures, la conception de sites internet, leur hébergement et mise en ligne.

La société a aussi pour objet tous travaux relatifs au secrétariat, à l'assistance comptable, à la gestion de société, à la gestion de personnel.

La société a également pour objet l'organisation d'événements sportifs et publicitaires ainsi que toutes opérations commerciales et de conseils en gestion.

En général, la société peut s'intéresser par toutes voies, s'immiscer dans l'administration de toute affaire, entreprise ou société ayant un objet identique, analogue ou connexe au sien et elle peut effectuer toutes opérations commerciales et financières, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou qui sont de nature à en favoriser l'extension et le développement.»

Estimation des frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à charge à raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de 860.- EUR.

Dont acte, fait et passé à Wiltz, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: SMITS, DE SMET, Joëlle SCHWACHTGEN.

Enregistré à Wiltz, le 16 avril 2013. Relation: WIL/2012/252. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Pletschette.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à l'acquéreur pour servir à des fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052421/92.

(130064188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Marengo Ventures S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 32.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 123.661.

—
EXTRAIT

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 27 février 2013:-

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la démission de FIDUCIARY AND ACCOUNTING SERVICES S.A. en tant que Commissaire aux Comptes.

- Est acceptée avec effet au 1^{er} janvier 2013 la nomination de FIDUCIAIRE SEVE S.A. ayant son siège social 12D Impasse Drosbach, L-1882 Luxembourg n° RCS Luxembourg B 82421 en tant que Commissaire aux Comptes en remplacement de FIDUCIARY AND ACCOUNTING SERVICES S.A. jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2018.

Luxembourg, le 27 février 2013.

Pour MARENGO VENTURES S.A.

Référence de publication: 2013053496/17.

(130065140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Lepsien Art Foundation, Association sans but lucratif.

Siège social: L-3329 Crauthem, 26, rue de la Forêt.

R.C.S. Luxembourg F 9.514.

—
STATUTEN

Lepsien Art Foundation a.s.b.l. (Association sans but lucratif / Vereinigung ohne Gewinnzweck) Gesellschaftssitz: L-3329 Crauthem, 26, Rue de la Forêt

Die Unterzeichneten, Vorstandsmitglieder der Lepsien Art Foundation a.s.b.l.:

1. Der Präsident Herr Christian Lepsien, wohnhaft in Clara-Wieck-Str. 4, 10785 Berlin, Angestellter
2. Der Vizepräsident Frau Cindy Tereba, wohnhaft in Rue de la Forêt 26, 3329 Crauthem, Angestellte
3. Der Beisitzende Firma Lepsien Art FZE, registriert unter Lizenz Nummer 5005919, P.O. Box 16111, Ras Al Khaimah, Vereinigte Arabische Emirate

erklären hiermit laut Gesetz vom 21. April 1928, einen gemeinnützigen Verein ohne lukratives Ziel zu gründen, welcher von folgenden Statuten bestimmt wird:

1. Der offizielle Name des Vereins lautet Lepsien Art Foundation a.s.b.l.
2. Der Gesellschaftssitz befindet sich in rue de la forêt 26, 3329 Crauthem, Luxemburg
3. Die Tätigkeit des Vereins besteht in der Förderung von Kunst und Kultur, der Unterstützung und Förderung von Künstlern, der Durchführung von Ausstellungen, Veröffentlichungen, Kunstprojekten, sowie dem Handel mit Kunst zum Zwecke der Finanzierung der Gesellschaft.
4. Die Bestehensdauer des Vereins ist unbegrenzt.
5. Politische oder religiöse Betätigung des Vereins ist untersagt.
6. Die Anzahl der Mitglieder ist unbegrenzt.
7. Die Aufnahme neuer aktive Mitglieder und Ehrenmitglieder wird vom Vorstand entschieden. Der Verein zählt aktive Mitglieder sowie Ehrenmitglieder. Die Verwaltung des Vereins ist jedoch alleine dem Vorstand vorbehalten. Der Präsident kann Mitgliedern die Aufnahme in den Verein verweigern. Alle Mitglieder sind nach schriftlicher Anmeldung zur Generalversammlung zugelassen, jedoch haben nur aktive Mitglieder ein Mitspracherecht.
8. Mitglieder haben kein Recht Einsicht in die Finanzbuchführung der Gesellschaft zu verlangen die über die Präsentation des Kassenbuchs am Jahresende hinaus geht.
9. Ausgeschiedene oder ausgeschlossene Vereinsmitglieder können keine materiellen Güter des Vereins verlangen. Auch können sie kein Inventar und keine Auszüge aus dem Kassenbuch verlangen.
10. Der Vorstand hat das Recht aus folgenden Gründen ein Mitglied aus dem Verein auszuschließen:
 - 1) Wenn besagtes Mitglied dem Verein bewusst oder freiwillig Schaden zufügt.
 - 2) Bei skandalösem und unehrenhaftem Benehmen in der Öffentlichkeit.
 - 3) Wenn besagtes Mitglied den jährlichen Mitgliedsbeitrag nicht entrichtet.
 Bevor der Vorstand den endgültigen Ausschluss beschließt, wird besagtes Mitglied vorgeladen um sich zu rechtfertigen.
11. Die Höhe des jährlichen Beitrags für Mitglieder wird in der Generalversammlung festgesetzt.

12. Der Vorstand besteht aus Präsident, Vizepräsident und Beisitzender, welche ab dem Datum der Vereinsgründung auf unbestimmte Zeit in ihren Ämtern bleiben.

13. Wird ein Vorstandsmitglied aus dem Vorstand ausgeschlossen, zieht sich eines der Vorstandsmitglieder von seinem Amt zurück oder kann ein Vorstandsmitglied aus gesundheitlichen oder Todesgründen sein Amt nicht mehr ausfüllen, so wird sein Mandat durch ein anderes, durch den restlichen Vorstand mehrheitlich zu designierendes Vorstandsmitglied ersetzt. Im Zweifelsfall kann der Präsident einen Nachfolger bestimmen.

14. Die Führung der täglichen Geschäfte in allen Aspekten inkl. der Finanzverwaltung sowie rechtlichen Belangen obliegt dem Präsidenten. Der Vorstand überträgt dem Präsidenten die Verantwortung und Handlungsvollmacht.

15. Entscheidungen, die der Präsident an den Vorstand richtet, können vom Vorstand mit einfacher Mehrheit in Schriftform ohne Anwesenheitspflicht getroffen werden.

16. Vorstandssitzungen werden vom Präsidenten bei Bedarf einberufen. Die Entscheidungen des Vorstandes beruhen auf der einfachen Stimmenmehrheit, bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Präsidenten maßgebend. Die Berichte der Vorstandsversammlungen werden schriftlich festgehalten, vom Präsidenten.

17. Was die Verwaltung der Vereinskasse anbelangt, so hat der Präsident alle Vollmachten welche nicht laut Gesetz oder laut Statuten der Generalversammlung vorbehalten sind.

18. Der Präsident ist bevollmächtigt den Betrieb des Vereins betreffende Dokumente alleinig als Vertreter des Vorstands zu unterzeichnen.

19. Kontobefugnis erhält der Präsident, er ist als Amtsinhaber alleine zeichnungsberechtigt. Der Vize-Präsident sowie der Beisitzer sind jeweils zusammen mit dem Präsident zeichnungsberechtigt.

20. Der Jahresabschluss der Vereinstätigkeit sowie die Überprüfung des Kassenbestandes werden auf den 31. Dezember jedes Jahres festgesetzt.

21. Für folgende Punkte ist allein die Generalversammlung kompetent:

- 1) Änderung der Statuten.
- 2) Prüfung des Kassenbestandes.
- 3) Auflösung des Vereins auf freiwilliger Basis.
- 4) Bei Auflösung des Vereins die Ernennung von einem Liquidator.
- 5) Im Falle einer Auflösung geht der Erlös aus dem Vereinsbestand an den Präsidenten.

22. Jedes Jahr sollte eine Generalversammlung stattfinden. Eine außergewöhnliche Generalversammlung kann jedoch so oft einberufen werden als es die Umstände verlangen. Alle Vorstandsmitglieder und aktive Mitglieder werden über die Homepage und/oder per Email zu den Versammlungen eingeladen. Vorsitzender der Generalversammlung ist der Präsident des Vereins oder bei dessen Abwesenheit der Vizepräsident.

23. Jedes aktive Vereinsmitglied hat das Recht der Generalversammlung beizuwohnen oder sich von einem anderen Vereinsmitglied vertreten zu lassen. Jedes aktive Vereinsmitglied darf jeweils eine Stimme abgeben.

24. Das Vereinsjahr beginnt am ersten Januar und endet am 31. Dezember.

25. Der Verein ist nicht haftbar für eventuelle Schäden, Schadensfälle, Unfälle sowie direkten oder indirekten Verlust aus diesen gegenüber seinen Mitgliedern, Vorständen oder Dritten.

26. Ein aktiv beitretendes Mitglied muss diese Statuten durchlesen, akzeptieren und unterschreiben.

27. Jedes Vorstandsmitglied welches dreimal in Folge ohne triftige Entschuldigung der Vorstandsversammlung fernbleibt kann vom Vorstand ausgeschlossen werden.

28. Die Einnahmen können sich aus folgenden Quellen zusammensetzen

- 1) Verkauf von Mitgliedsbeiträgen
- 2) Beiträgen der aktiven Mitglieder und der Ehrenmitglieder
- 3) Spenden
- 4) Subsidien von öffentlichen und nichtöffentlichen Institutionen
- 5) Veranstaltungen
- 6) Verkauf oder Verleih von Kunst
- 7) Werbung

29. Der Präsident kann für seine Arbeit eine finanzielle Kompensation ausbezahlt bekommen deren Höhe dem Aufwand bemessen ist. Diese ist durch einfache Mehrheit vom Vorstand zu beschließen.

30. Alle Fragen die nicht durch diese Statuten geklärt sind, werden durch das Gesetz vom 21 April 1928 geregelt.

Crauthem, den 22.04.2013.

Christian Lepsien / Cindy Tereba / Lepsien Art FZE

Référence de publication: 2013052351/91.

(130063030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Munch S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 150.252.

Par résolutions prises en date du 15 avril 2013, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

- acceptation de la démission de Alexandre Prost-Gargoz, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, de son mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat;
- nomination de Dominique Robyns, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, au mandat de gérant de classe B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013053492/15.

(130065287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Misys Newco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 8.387.877,23.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 167.479.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of March.

Before us Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1) Tahoe Cayman Limited, a company incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, PO Box 309, Ugland House, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, registered with the Registrar of Companies of the Cayman Islands under number 265063 ("Cayco"),

represented for the purpose hereof by Me Jan Dobrzensky, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given, and

2) Misys Manco S.C.A., a société en commandite par actions, incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under registration number B 166514 ("Manco"),

represented for the purpose hereof by Me Jan Dobrzensky, prenamed, by virtue of a proxy given.

The proxies, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

The appearing parties are all the shareholders (the "Shareholders") of Misys Newco S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 167479, incorporated on 13 March 2012 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, published with the Mémorial C Recueil des Sociétés on 22 March 2012 n°755, last amended pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner on 6 March 2013, not yet published with the Mémorial C Recueil des Sociétés (the "Company").

The Shareholders then reviewed the following agenda (the "Agenda"):

Agenda

1. Increase of the Company's share capital by an amount of seven thousand five hundred seventy-eight United States Dollars and eighty-one cents (USD 7,578.81) in order to bring it from its current amount of eight million three hundred eighty thousand two hundred ninety-eight United States Dollars and forty-two cents (USD 8,380,298.42) up to a new amount of eight million three hundred eighty-seven thousand eight hundred seventy-seven United States Dollars and twenty-three cent (USD 8,387,877.23) through the issuance of (i) one hundred and sixty-eight thousand four hundred and twenty-seven (168,427) class B1 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (ii) one hundred and sixty-eight thousand four hundred and twenty-seven (168,427) class B2 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (iii) one hundred and sixty-eight thousand four hundred and twenty-seven (168,427) class B3 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (iv) eighty-four thousand two hundred (84,200) class C1 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (v) eighty-four thousand two hundred (84,200) class C2 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, and (vi) eighty-

four thousand two hundred (84,200) class C3 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each; and

2. Restatement of article 5.1. of the Company's articles of association. The appearing parties, representing the entire share capital of the Company, adopted the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolve to increase the Company's share capital by an amount of seven thousand five hundred seventy-eight United States Dollars and eighty-one cents (USD 7,578.81) in order to bring it from its current amount of eight million three hundred eighty thousand two hundred ninety-eight United States Dollars and forty-two cents (USD 8,380,298.42) up to a new amount of eight million three hundred eighty-seven thousand eight hundred seventy-seven United States Dollars and twenty-three cent (USD 8,387,877.23) through the issuance of (i) one hundred and sixty-eight thousand four hundred and twenty-seven (168,427) class B1 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (ii) one hundred and sixty-eight thousand four hundred and twenty-seven (168,427) class B2 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (iii) one hundred and sixty-eight thousand four hundred and twenty-seven (168,427) class B3 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (iv) eighty-four thousand two hundred (84,200) class C1 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, (v) eighty-four thousand two hundred (84,200) class C2 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, and (vi) eighty-four thousand two hundred (84,200) class C3 shares of the Company with a par value of one Cent of a United States Dollar (USD 0.01) each.

All of the newly issued class B1 shares, the class B2 shares, the class B3 shares, the class C1 shares, the class C2 shares and the class C3 shares have been subscribed for by Manco, prenamed, here represented as aforementioned, at an aggregate subscription price of seven thousand five hundred seventy-eight United States Dollars and eighty-one cents (USD 7,578.81) and have been fully paid up by Manco in cash so that the total amount of seven thousand five hundred seventy-eight United States Dollars and eighty-one cents (USD 7,578.81) is at the disposal of the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the first resolution above, the shareholders resolve to amend article 5.1. of the Company's articles of association in order to read as follows:

" **5.1.** The Company's issued share capital is set at eight million three hundred eighty-seven thousand eight hundred seventy-seven United States Dollars and twenty-three cent (USD 8,387,877.23), consisting of the following shares:

- (a) two hundred fifty-two million six hundred thirty-nine thousand six hundred sixty-seven (252,639,667) Class A1 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (b) two hundred fifty-two million six hundred thirty-nine thousand six hundred sixty-seven (252,639,667) Class A2 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (c) two hundred fifty-two million six hundred thirty-nine thousand six hundred sixty-six (252,639,666) Class A3 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (d) seventeen million nine hundred and seventy thousand five hundred and ninety-three (17,970,593) Class B1 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (e) seventeen million nine hundred and seventy thousand five hundred and ninety-three (17,970,593) Class B2 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (f) seventeen million nine hundred and seventy thousand five hundred and ninety-three (17,970,593) Class B3 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (g) eight million nine hundred and eighty-five thousand six hundred and forty-eight (8,985,648) Class C1 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share;
- (h) eight million nine hundred and eighty-five thousand six hundred and forty-eight (8,985,648) Class C2 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share; and
- (i) eight million nine hundred and eighty-five thousand six hundred and forty-eight (8,985,648) Class C3 shares having a nominal value of one US cent (USD 0.01) per share."

Estimation of costs

The costs, expenses, fees and charges, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with the present deed, have been estimated at about EUR 2,000.-.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties known to the notary, such person signed together with the notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-septième jour du mois de mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire, de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1) Tahoe Cayman Ltd., une limited liability company constituée et régie par les lois des Iles Caymans, ayant son siège social à bâtiment Ugland House, KY-KY1-1104 Grand Cayman, Iles Caïmans, inscrite au Registrar of Companies of the Cayman Islands sous le numéro 265063 («Cayco»),

ici représentée par Me Jan Dobrzensky, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée, et

2) Misys Manco S.C.A., a société en commandite par actions, stituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg 19, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 166514 ("Manco"),

ici représentée par Me Jan Dobrzensky, prénommé, en vertu d'une procuration lui délivrée.

Les procurations, signées "ne varietur" par les comparants et par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparants sont les associés (les «Associés») de Misys Newco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167479, constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, le 13 mars 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 22 mars 2012 numéro 755 (ci-après la «Société»). Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte notarié de Maître Jean-Joseph Wagner du 6 Mars 2013 non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Les Associés ont alors revu l'ordre du jour suivant (l'«Ordre du Jour»):

Ordre du jour

1. Augmentation du capital social de la Société par un montant de sept mille cinq cent soixante-dix-huit Dollars Américains et quatre-vingt-un Cents (USD 7.578,81) afin de le porter de son montant actuel de huit million trois cent quatre-vingt mille deux cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains et quarante-deux Cents (USD 8.380.298,42) à un nouveau montant de huit millions trois cent quatre-vingt-sept mille huit cent soixante-dix-sept Dollars Américains et vingt-trois Cents (USD 8.387.877,23) par le biais de l'émission de (i) cent soixante-huit mille quatre cent vingt-sept (168.427) parts sociales de catégorie B1 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (ii) cent soixante-huit mille quatre cent vingt-sept (168.427) parts sociales de catégorie B2 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (iii) cent soixante-huit mille quatre cent vingt-sept (168.427) parts sociales de catégorie B3 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (iv) quatre-vingt-quatre mille deux cents (84.200) parts sociales de catégorie C1 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (v) quatre-vingt-quatre mille deux cents (84.200) parts sociales de catégorie C2 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, et (vi) quatre-vingt-quatre mille deux cents (84.200) parts sociales de catégorie C3 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune; et

2. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société.

Les comparants, représentant l'intégralité du capital social de la Société, ont demandé au notaire de prendre acte des résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident d'augmenter capital social de la Société par un montant de de sept mille cinq cent soixante-dix-huit Dollars Américains et quatre-vingt-un Cents (USD 7.578,81) afin de le porter de son montant actuel huit million trois cent quatre-vingt mille deux cent quatre-vingt-dix-huit Dollars Américains et quarante-deux Cents (USD 8.380.298,42) à un nouveau montant de huit millions trois cent quatre-vingt-sept mille huit cent soixante-dix-sept Dollars Américains et vingt-trois Cents (USD 8.387.877,23) par le biais de l'émission de (i) cent soixante-huit mille quatre cent vingt-sept (168.427) parts sociales de catégorie B1 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (ii) cent soixante-huit mille quatre cent vingt-sept (168.427) parts sociales de catégorie B2 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (iii) cent soixante-huit mille quatre cent vingt-sept (168.427) parts sociales de catégorie B3 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (iv) quatre-vingt-quatre mille deux cents (84.200) parts sociales de catégorie C1 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune, (v) quatre-vingt-quatre mille deux cents (84.200) parts sociales de catégorie C2 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain

(USD 0,01) chacune, et (vi) quatre-vingt-quatre mille deux cents (84.200) parts sociales de catégorie C3 de la Société ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune.

L'ensemble des nouvelles parts sociales de catégorie B1, de catégorie B2, de catégorie B3, de catégorie C1, de catégorie C2 et de catégorie C3 ont été entièrement souscrites et libérées par Manco, prédésignée, ici représentée comme il est dit, pour un prix total de souscription de sept mille cinq cent soixante-dix-huit Dollars Américains et quatre-vingt-un Cents (USD 7.578,81) et ont été intégralement payé par Manco en espèces de sorte que la somme totale de sept mille cinq cent soixante-dix-huit Dollars Américains et quatre-vingt-un Cents (USD 7.578,81) a été mis à la disposition de la Société tel qu'il l'a été justifié au notaire soussigné.

Deuxième résolution

Dans le prolongement de la résolution précédente, les Associés décident de modifier l'article 5.1 des Statuts de la Société de la façon suivante:

" **5.1.** La Société a un capital social huit millions trois cent quatre-vingt-sept mille huit cent soixante-dix-sept Dollars Américains et vingt-trois Cents (USD 8.387.877,23) composé de la manière qui suit:

(a) deux cent cinquante-deux millions six cent trente-neuf mille six cent soixante-sept (252.639.667) parts sociales de catégorie A1 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;

(b) deux cent cinquante-deux millions six cent trente-neuf mille six cent soixante-sept (252.639.667) parts sociales de catégorie A2 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;

(c) deux cent cinquante-deux millions six cent trente-neuf mille six cent soixante-six (252.639.666) parts sociales de catégorie A3 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;

(d) dix-sept millions neuf cent soixante-dix mille cinq cent quatre-vingt-treize (17.970.593) parts sociales de catégorie B1 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;

(e) dix dix-sept millions neuf cent soixante-dix mille cinq cent quatre-vingt-treize (17.970.593) parts sociales de catégorie B2 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;

(f) dix-sept millions neuf cent soixante-dix mille cinq cent quatre-vingt-treize (17.970.593) parts sociales de catégorie B3 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;

(g) huit millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille six cent quarante-huit (8.985.648) parts sociales de catégorie C1 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;

(h) huit millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille six cent quarante-huit (8.985.648) parts sociales de catégorie C2 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune;

(i) huit millions neuf cent quatre-vingt-cinq mille six cent quarante-huit (8.985.648) parts sociales de catégorie C3 ayant une valeur nominale d'un Cent de Dollar Américain (USD 0,01) chacune.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ EUR 2.000,-.

La notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande expresse du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

L'acte ayant été lu au représentant du comparant, connu du notaire par ses prénom, nom et résidence, le représentant a signé avec Nous, le notaire, le présent acte.

Signé: J. DOBRZENSKY et H. HELLINCKX

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 avril 2013. Relation: LAC/2013/15407. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052817/201.

(130064145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Polka Real Estate Holdings S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 134.414.

Extrait du conseil de gérance du 23 avril 2013

Le Conseil de Gérance a décidé d'accepter la démission de:

Monsieur Koen LOZIE

Né le 24/06/1965 à Deinze (Belgique)

Rue des Sacrifiés, 18

L-8356 Garnich

comme gérant B de la société avec effet immédiat. Ce mandat ne sera pas remplacé.

FIDUPAR

1 rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013053540/18.

(130065830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Real Impact, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 161.490.

En date du 26 février 2013, ont eu lieu les cessions de parts sociales suivantes:

- Monsieur Didier BACLIN a cédé les 2 parts sociales qu'il détenait à Real Impact Analytics S.A.

- Monsieur Sébastien James Spencer DELETAILE, a cédé les 49 parts sociales qu'il détenait à Real Impact Analytics S.A.

- Monsieur Loic JACOBS VAN MERLEN, a cédé les 49 parts sociales qu'il détenait à Real Impact Analytics S.A.

Au terme de ces cessions de parts sociales, la répartition du capital de la société Real Impact est la suivante:

Real Impact Analytics S.A., sise 30, Grand-Rue à L-1660 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B172031, détient les 100 (cent) parts sociales représentant l'intégralité du capital social de la société Real Impact.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053568/18.

(130065381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Eclipse Aviation Southeastern Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 113.427.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 18 avril 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société ECLIPSE AVIATION SOUTHEASTERN EUROPE SARL, dont le siège social à L-1258 Luxembourg, 16, rue Jean-Pierre Brasseur, a été dénoncé en date du 17 juin 2010.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry SCHILTZ et liquidateur Maître Yasemin CENGIZ-KIYAK, avocate, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 9 mai 2013 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Me Yasemin CENGIZ-KIYAK

Le liquidateur

Référence de publication: 2013053322/18.

(130065247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Morgan Stanley Global Fund Derivatives Hedge Holdings Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 35.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 153.208.

—
Rectificatif du dépôt sous la référence L130064989

En date du 22 avril 2013, l'associé unique a décidé comme suit:

- d'élire Zhenrong Wu ayant son adresse professionnelle au International Commerce Centre, 1 Austin Road West, Kowloon, Hong Kong, en qualité d'administrateur de Morgan Stanley Global Fund Derivatives Hedge Holdings Luxembourg S.A. avec effet au 8 avril 2013 pour une période de six ans.

En date du 23 avril 2013, l'associé unique a décidé comme suit:

- d'élire Matthew Brady ayant son adresse professionnelle au 1585 Broadway, New York, NY 10036, USA, en qualité d'administrateur de Morgan Stanley Global Fund Derivatives Hedge Holdings Luxembourg S.A. avec effet au 8 avril 2013 et pour une période de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2013.

Peter Diehl

Administrateur

Référence de publication: 2013053491/21.

(130065210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Ganghi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 66.871.

En date du 24 Avril 2013, l'Assemblée Générale a décidé à l'unanimité la décision suivante:

Organe: Conseil d'Administration

- Démission: Seen Albert

Fonction: Administrateur

- Nomination: Schreuders, Bastiaan, Lodewijk Melchior,

Fonction: Administrateur,

Mandat: Du 24/04/2013 Jusque à l'assemblée générale dans le courant de 2019

Adresse: 10/12 Rue de Medernach, L-7619 Larochette

- Confirmation:

Raymonde J. Gokke

Fonction: Administrateur

Mandat: Du 24/04/2013 Jusque à l'assemblée générale dans le courant de 2019

Adresse: 10/12 Rue de Medernach, L-7619 Larochette

- Démission: Autonome de Revision

Fonction: Commissaire

- Nomination: a&c Management Services Sàrl

Fonction: Commissaire aux Comptes

Mandat: Du 24/04/2013 Jusque à l'assemblée générale dans le courant de 2019

Adresse: 80, Rue des Romains, L-8041 Strassen

- Ancienne dénomination: Suxeskey S.A.

- Nouvelle dénomination: Andreas Capital Suxeskey S.A.(effectif depuis 27/12/2012)

Fonction: Administrateur,

Mandat: Du 24/04/2013 Jusque à l'assemblée générale dans le courant de 2019

Adresse: 10/12 Rue de Medernach, L-7619 Larochette

Raymonde Gokke

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2013053367/33.

(130065479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Bedelegung, Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 91, rue Cents.
R.C.S. Luxembourg B 152.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'ADMINISTRATION UNIQUE

Référence de publication: 2013054546/10.

(130067342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Brisbane Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 136.732.

Les comptes annuels au 5 novembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 29 avril 2013.

Référence de publication: 2013054537/10.

(130067381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Axe Int (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 87.358.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013054533/10.

(130067505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Axe Int (SPF) S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 87.358.

Le Bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 avril 2013.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2013054534/10.

(130067506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

ASSA ABLOY Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 172.849.

Version rectifiée

Remplacement dépôt L120219216 du 19/12/2012

Les statuts coordonnés au 11/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 29/04/2013.

Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2013054522/14.

(130067280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Baltic Lloyd Shipping, Société Anonyme.

Siège social: L-2613 Luxembourg, 1, place du Théâtre.

R.C.S. Luxembourg B 139.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013054541/10.

(130067428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Cadogan Racing S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 149.717.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013054572/9.

(130067034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Cafinalux S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 45.948.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054573/10.

(130067589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Califo Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1213 Luxembourg, 2, rue Caroline Baldauff-Rothermel.

R.C.S. Luxembourg B 147.352.

Les comptes annuels au 31 DECEMDRE 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2013054574/9.

(130066900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

B2I S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 82.384.

CLÔTURE DE LIQUIDATION*Extrait*

Par jugement rendu en date du 18 avril 2013, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société anonyme B2I, dont le siège social à L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre, a été dénoncé en date du 13 novembre 2007.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Petra MAGEROTTE (née MALA)

Le liquidateur

Référence de publication: 2013054563/16.

(130066974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

CCF Investment S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 135.231.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054578/10.

(130067542) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Chemservice S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 5, An de Laengten.

R.C.S. Luxembourg B 127.345.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013054580/10.

(130067616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Danlux Constructions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5366 Munsbach, 162, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 43.132.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054606/9.

(130066792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Décoman 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 143.175.

Il est porté à la connaissance du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg que Monsieur Régis Schultz a démissionné de son mandat d'Administrateur de Classe A de la Société avec effet au 22 Avril 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054600/10.

(130067487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Building Products European S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 82.752.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29.04.2013.

Pour: BUILDING PRODUCTS EUROPEAN S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Mireille Wagner

Référence de publication: 2013054556/15.

(130067364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Dassia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 94.607.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2013054607/10.

(130066669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

**Choco-House, Société à responsabilité limitée,
(anc. Snake S.à r.l.).**

Siège social: L-1728 Luxembourg, 20, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 152.717.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Gérance

Référence de publication: 2013054583/10.

(130067223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Carmignac Distribution Internationale -Luxembourg (CDIL) S.à r.l., Société à responsabilité limitée uni-personnelle.

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 150.256.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Carmignac Distribution Internationale Luxembourg (CDIL) S.à r.l.

Référence de publication: 2013054565/11.

(130066844) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Atlas Copco Reinsurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 22.344.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue le 2 avril 2013 Au siège social à 74, rue de Merl L-2146 Luxembourg à 11.00 heures

1) L'Assemblée décide de nommer comme administrateurs:

- Alex Christiaan Jan Bongaerts
- Leif Göran Victorin
- Claude Weber

Leur mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2014 délibérant sur les comptes annuels de 2013.

2) L'Assemblée nomme comme réviseur d'entreprises indépendant DELOITTE, 560 rue de Neudorf, L-2220 LUXEMBOURG.

Son mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2014 délibérant sur les comptes annuels de 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Claude Weber
Un mandataire

Référence de publication: 2013054527/23.

(130067341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Dinarobin Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 44, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 136.440.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054614/9.

(130066961) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

European Sugar Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 154.517.

Les comptes consolidés au 25/09/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054631/9.

(130067441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

EPS Holding SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 62, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 48.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054649/9.

(130067184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

ESCE S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3933 Mondercange, 14, rue Kiemel.

R.C.S. Luxembourg B 21.614.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013054650/9.

(130067108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 avril 2013.

Swiss Alpha, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 148.588.

Die Bilanz vom 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 26. April 2013.

Swiss Alpha, SICAV

Unterschriften

Référence de publication: 2013053599/12.

(130065922) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.
